

# REGARD

regard.ro

Regard 80  
15 octobre - 15 décembre 2017  
18 lei







***DANS LES MOMENTS QUI COMPTENT,  
QUELLES QUE SOIENT LES CONDITIONS  
HIVERNALES, MICHELIN EST À VOS CÔTÉS.***

[www.michelin.fr](http://www.michelin.fr)



Édito

## Il a su montrer

Târgu Jiu, petite ville située au sud-ouest de la Roumanie, début octobre. Il est 9 heures 30 du matin, je marche dans le parc où se trouvent trois œuvres du sculpteur Constantin Brâncuși : la Porte du baiser, l'Allée des chaises et la Table du silence. Des monuments inestimables et indissociables, des pièces maîtresses de la culture roumaine. Je ne connais pas le travail de Brâncuși, je le découvre, mais déjà une sensation de sérénité, douceur et paix se dégage de ces pierres taillées dans le respect de leur matière. Les angles sont légèrement arrondis, les dimensions en harmonie parfaite avec leur entourage, les formes évoquent la simplicité, la convivialité, et l'hommage à ceux qui ne sont plus là. Je suis seul dans le parc accompagné par un soleil voilé caressant. Et je n'ai plus envie de partir, séduit par l'artiste. Mais un autre monument est à voir, la Colonne sans fin, située à vingt minutes de marche, exactement dans le même axe que ces trois premières œuvres. Il n'y a presque personne dans les rues, je traverse un quartier aux maisons basses joliment entretenues, la promenade est agréable. Puis, elle apparaît, en face de moi. Entourée d'un beau gazon, la Colonne sans fin se dresse vers le ciel. Là encore, je suis frappé par les angles doux de la sculpture et son élégance, elle semble à la juste hauteur, sans doute pour cela donne-t-elle une impression d'infini. J'en fais le tour, lentement. Avant de repartir, ému par l'ensemble. Après plusieurs semaines, je me rappelle des œuvres de Brâncuși. Et quand je vois les dégâts provoqués par l'égo de certains hommes, penser à lui me reconforte. Durant l'entre-deux-guerres, il a su montrer l'équilibre, l'harmonie, la douceur, la paix. Et l'humilité.

L+C.L.C.



Dessin de couverture : Georgian Constantin

### RENCONTRE

Andrei Cornea, essayiste / 4

### SOCIÉTÉ

Une immensité pour la foi / 10

Des maisons, ainsi fêtes / 26

Irresponsable / 36

### GRAND REPORTAGE

L'autre presse / 48

### HORS FRONTIÈRES

Sofia dans l'émoi / 76

Rouge magyar / 80



# Recul sur la modernité

Propos recueillis par Benjamin Ribout

Photos : Mihai Barbu

Docteur en philologie classique, Andrei Cornea est essayiste et auteur de deux romans. Il est aussi connu pour avoir traduit en roumain l'un des plus célèbres dialogues de Platon, *La République*. À 65 ans, il ne manque pas non plus de décrypter nos sociétés dans les chroniques qu'il rédige chaque semaine pour l'hebdomadaire *Revista 22*.

**Regard : Quel est l'héritage de la philosophie antique dans la société moderne, et pourquoi avons-nous tendance à le négliger ?**

**Andrei Cornea :** Cet héritage est énorme. Rien qu'en observant les mots démocratie, physique, matière ou encore ophtalmologie, nous voyons bien ce que nous devons à l'antiquité. Pourquoi cela se perd-il ? Je pense que la civilisation moderne est basée sur un autre principe d'action. Pour Platon et Aristote, la connaissance était avant tout un moyen de se rapprocher du divin, une transcendance du quotidien. Alors que nous voulons revenir au côté humain du quotidien en usant de dispositifs d'action pouvant soumettre la nature, humaine notamment, et maîtriser ses forces. Cela n'intéressait pas les antiques, et je crois qu'il y a là une rupture fondamentale. Eux vivaient dans un univers qu'ils considéraient proportionnel à l'humain et dans lequel, comme le disaient les Stoïques, les gens et les dieux étaient des

sortes de locataires. Un monde divin et harmonieux par essence. Pour l'homme moderne, celui-ci n'est plus divin mais profane, c'est une des conséquences du christianisme. Par ailleurs, le monde est pour lui immense et à première vue vide de sens. L'homme moderne s'y sent perdu même s'il possède, comme disait Pascal, « la dignité de la pensée ». Sa seule ambition est de devenir plus puissant. Ce sont ainsi deux univers complètement différents. D'un côté, le cosmos, comme disaient les Grecs, c'est-à-dire un ordre dont fait partie l'homme et dont il saisit le sens. Cela inclut à la fois le monde physique, mais aussi le monde moral, social et politique. De l'autre, un monde soumis aux lois du hasard et de l'évolution que nous ne comprenons pas forcément.

**En 2005, dans votre ouvrage *Când Socrate nu are dreptate* (« Lorsque Socrate a tort », traduit en français aux éditions Presses de l'université Laval), vous avez réhabilité des personnages secondaires de la philosophie**

**platonicienne. Aujourd'hui, quelles figures feriez-vous dialoguer pour illustrer le monde moderne ?**

Notre monde est extrêmement divers. Mais d'après moi, les plus représentatifs sont les hommes de sciences. Un physicien comme Stephen Hawking est un spectacle à lui seul : il ne peut plus bouger, ni même parler sans l'aide d'un appareil, mais il peut penser. Par sa simple présence, il valide la théorie de Descartes qui distinguait la substance pensante de la substance étendue ; voilà un homme qui se réduit presque à sa seule substance pensante. Et c'est une figure représentative aussi au regard des progrès de la science, car à une autre époque il n'existerait plus depuis longtemps. Seule la science lui a permis de survivre. Puis il y a les artistes, les acteurs, sans oublier, bien sûr, les footballeurs. Ronaldo et Messi sont les hommes du moment, inspirant des millions de gens. Les Grecs avaient eux aussi leurs athlètes célèbres, mais ils ne gagnaient pas autant. À Olympie, vous



receviez des lauriers, pas de l'argent. Il faut enfin mentionner ces personnages qui font frémir le monde. Ben Laden a été un individu représentatif pour un type d'existence récente.

**Comment expliquez-vous que la violence et le politiquement correct cohabitent ?**

La violence a toujours été une caractéristique de l'homme, cet « animal violent ». Mais au final, celle-ci est moindre aujourd'hui. Regardez l'Europe, il est évident que nous sommes bien moins violents, même si cela se manifeste d'une autre manière, verbalement ou sur les réseaux sociaux. Concernant le politiquement correct, je dirais qu'il correspond notamment à une forme de réaction suite à la Seconde Guerre mondiale. En lisant des livres du début du 20ème siècle, vous serez surpris de voir à quel point le racisme était généralisé. Il y a alors eu une réaction pour contrôler les choses. Certains ont critiqué la mise en place de législations condamnant les affirmations de type antisémite ou révisionniste car cela portait atteinte à la liberté d'expression. Moi aussi, un temps, j'étais un adepte du « laisser faire ». Puis, je me suis rendu compte que les conceptions de type John Stuart Mill de l'Angleterre du 19ème siècle ne sont plus adaptées au monde actuel. Pour ce dernier, les hommes devaient bénéficier d'une liberté totale d'expression pour qu'existe un dialogue, considérant que c'est seulement en débattant que l'on peut avancer vers la vérité. Cependant, il ne voyait pas encore que certains hommes ne sont pas intéressés par la vérité mais par la propagande, ils font semblant de discuter dans le seul but de convaincre des millions de gens par la simple répétition de formules. Combien de choses s'inventent pour influencer des campagnes électorales ou pour créer du ressentiment à l'égard de certaines communautés, comme c'est le cas par exemple envers les musulmans. Là, il est évident que le politiquement correct possède une certaine vertu.

**La société roumaine est généralement perçue comme étant passive, voire permissive. Assiste-t-on à un changement ?**

L'attitude envers son voisin, notamment dans les villes, dénote plutôt une certaine agressivité, de la crispation. Dans le même temps, nous faisons effectivement preuve de passivité à l'égard d'abus commis par le pouvoir. Mais nous observons également autre chose : ce pays, en apparence calme, est le théâtre d'explosions soudaines de violence. Nous pouvons citer la révolte paysanne de 1907, l'une des dernières révoltes violentes en Europe, mais aussi, bien sûr, la chute de Ceaușescu. À chaque fois, le sang est versé après une période d'accalmie. Même chose, dans des proportions moindres, durant cette période démocratique avec de multiples déferlements de colère : les gens

exprimer leur indignation. L'USR (l'Union Sauvez la Roumanie, ndlr) est pour le moment une immense déception. De fait, la seule opposition réside en la personne du président Klaus Iohannis, dont les pouvoirs sont limités.

**Quel regard portez-vous sur la façon dont les gens s'informent et communiquent ?**

Il est clair qu'ils le font de moins en moins grâce aux livres, et de plus en plus par le biais d'une culture basée sur l'image. Or, selon les générations, les canaux utilisés peuvent être radicalement différents. En Roumanie, il y a des individus qui ne regardent que Antena 3 et avec qui, au-delà de questions de base portant sur où acheter telle ou telle chose, il devient presque impossible de communiquer. Alors que ce sont

*La Roumanie se situe à un moment charnière. C'est un moment favorable car pas mal d'autres pays d'Europe de l'est ont une attitude euro-sceptique. Elle pourrait donc en profiter pour se rapprocher davantage du noyau dur européen. »*

investissent la rue de manière brusque et cela déstabilise complètement le pouvoir. D'ailleurs, presque à chaque fois, le gouvernement tombe. Il y a eu la chute du gouvernement Boc il y a quelques années, puis la démission du Premier ministre Victor Ponta après d'importantes manifestations. Ce qui s'est passé cet hiver s'inscrit dans cette lignée. Pourtant, ces réactions, qui sont l'apanage des classes moyennes, ne se concrétisent pas dans des organisations cohérentes pouvant influencer le pays sur le long terme. Dans le même temps, le pouvoir ne réalise pas non plus la nécessité de porter un dialogue constructif avec la société civile. Le gouvernement actuel, par exemple, considère qu'il ne doit quelque chose qu'à son propre électorat. L'opposition étant inexistante, cela nous expose à de nouveaux débordements car les gens ne disposent d'aucune autre manière pour

certainement d'honnêtes gens. Mais leur univers mental est entièrement façonné par ce que débite cette chaîne de télévision. Cette incommunicabilité se retrouve en famille : les jeunes qui sont allés manifester cet hiver, et qui sont autrement connectés, se sont retrouvés en rupture totale de dialogue avec leurs parents. Ceci dit, en ce qui concerne les nouvelles technologies de la communication, il est incroyable d'observer la façon dont elles ont si facilement pénétré nos vies. Surtout si vous comparez ce phénomène à notre difficulté d'assimiler des valeurs fondamentales de la civilisation occidentale, comme la démocratie ou l'état de droit. On ne peut cependant pas se soustraire à la technologie, qui est par ailleurs très utile. Il faut juste l'utiliser à bon escient, ce qui, pour certains, est plus difficile.



**Dans une de vos chroniques, vous avez écrit qu'une Europe à plusieurs vitesses devenait une nécessité. Comment cela pourrait-il être positif pour la Roumanie ?**

Le pays se situe à un moment charnière, à l'image de son histoire. Une partie de la population s'en rend compte, une autre pas du tout. C'est un moment favorable car pas mal d'autres pays d'Europe de l'est ont une attitude euro-sceptique, voire sont proches de la Russie, comme la Hongrie. La Roumanie pourrait donc en profiter pour se rapprocher davantage du noyau dur européen. Mais il ne faut pas oublier que certains politiciens roumains, dont Călin Popescu-Tăriceanu (actuel président du Sénat, ndlr), sont connus pour ne pas avoir vu d'un bon œil l'intégration européenne. Ils savaient qu'une fois entré dans l'UE, le pays allait être soumis à des restrictions et qu'il allait être plus difficile ensuite de faire ce qu'ils veulent. Aujourd'hui, ces

mêmes gens observent avec intérêt la situation européenne qui est en quête d'un nouveau souffle. Voyons s'ils vont avoir la conséquence d'aller plus loin dans leur cheminement.

**Comment jugez-vous l'attitude des Roumains vis-à-vis des gens en provenance d'autres pays ?**

L'idéal de Ceaușescu d'une Roumanie ethniquement unitaire s'est à peu près réalisé et s'est prolongé après la révolution avec l'exode de ceux qui étaient restés. En ce qui concerne les Magyars, il y a bien des échauffourées de temps en temps mais c'est mineur. La Roumanie va par contre avoir un gros problème avec le vieillissement de sa population. Il n'y a aucune chance que les millions de Roumains partis rentrent au pays et, tôt ou tard, il va donc falloir attirer d'autres gens. En Allemagne ou en France, il s'agit de choses déjà datées. Même si certains

systèmes d'intégration ont mieux réussi que d'autres. Prenez l'Allemagne, ce pays est devenu le pays d'asile du monde entier. Et j'insiste là-dessus, car l'Amérique se replie sur elle-même ; une grande partie des personnes qui fuient les guerres trouvent désormais refuge en Allemagne. Par ce biais, Angela Merkel a aussi redonné aux Allemands une bonne conscience. L'Allemagne a toujours vécu avec une forte culpabilité : le fait d'avoir chassé ses juifs dans un premier temps, puis d'avoir organisé l'Holocauste. De son côté, la Roumanie n'a pas fait l'expérience d'une culpabilité similaire. Aussi, les réactions ont-elles jusqu'à présent été négatives à l'égard des migrants, du type « il ne faut surtout pas que viennent chez nous des musulmans ou des gens de couleur ». L'éducation communiste qui perdure, notamment chez les plus âgés, a fait de l'autre un suspect et a altéré l'idée du vivre ensemble.





*Début octobre, la vallée de Dâmbovița prise depuis les hauteurs de Câmpulung Muscel, petite ville du département d'Argeș située à 170 km au nord-ouest de Bucarest.  
Photo : Corina Eredența Moldovan-Florea*



# Une immensité pour la foi

À Bucarest, derrière le Parlement, s'érige actuellement la cathédrale nationale de Roumanie qui sera bientôt l'édifice orthodoxe le plus haut du sud-est de l'Europe. Ce projet titanesque, largement financé par des fonds publics, divise la population, croyante comme non croyante.

Texte et photos : Aline Fontaine





Il est 19 heures, le soleil se couche à l'ouest de Bucarest. À 45 mètres de hauteur, les ouvriers s'activent comme des fourmis. Ils viennent de terminer la nef principale de la cathédrale du Salut de la nation (*catedrala Mântuirii neamului*). Prochaine étape : les voûtes qui soutiendront la tour principale. Les uns empilent des briques avec du ciment, les autres travaillent sur les colonnes où du béton coulera cette nuit.

Depuis 2014, le chantier est passé à la vitesse supérieure et s'est imposé comme le plus important du pays. Il fonctionne non-stop, et ses occupants n'ont pas le temps d'admirer le panorama qu'ils dominent : la Maison du peuple qui héberge le Parlement, la bibliothèque de l'Académie roumaine et le ministère de la Défense. Les 600 ouvriers ont un objectif : terminer l'ossature de la cathédrale afin de la bénir, en novembre 2018, à l'occasion de la célébration du centenaire de la Grande Roumanie.



Tout un symbole pour cette construction qui anime les esprits depuis si longtemps. Dès 1885, le poète Mihai Eminescu a émis l'idée d'un tel ouvrage pour rendre hommage aux soldats morts pendant la guerre d'indépendance contre les Ottomans. Le roi d'alors, Carol I, l'avait retenue et prévu une loi consacrant 5% du budget national pour la « cathédrale du Salut du peuple ». Mais aucun lieu n'a fait l'unanimité.

Les Guerres mondiales sont arrivées, puis le communisme. L'idée a ressurgi en 1990 mais abouti seulement après quinze ans d'études géologiques, de négociations et autres procès intentés par des associations contre les autorités. En 2005, le gouvernement, conduit par le Parti national libéral, a adopté une ordonnance d'urgence et offert à l'Église orthodoxe onze hectares à l'arrière de la Maison du peuple.

« Ce terrain est tout à fait approprié car sous le communisme, cinq églises se trouvaient dans les environs. Quand Ceaușescu a fait raser le quartier pour construire son bâtiment, trois ont été détruites et deux déplacées », explique Vasile Bănescu, porte-parole du patriarchat orthodoxe. Ainsi, la grande dame s'élèvera sur 120 mètres de long et 120 mètres de haut, en forme de croix. « Nous voulions représenter Jésus-Christ de façon égale sur les deux plans », précise Vasile Crăcioanu, ingénieur en chef du chantier. Sans oublier la croix d'une dizaine de mètres qui trônera

# Ensemble à chaque pas

**Service**

**Services d'assistance**

- 300 – numéro unique de contact
- Application “Mon compte”
- Test smartphones
- Service rapide pour téléphone

**orange** Vous rapprocher de l'essentiel

Ton réseau depuis **20** ans



au sommet de la tour principale. Avec ces dimensions, la cathédrale *Mântuirii neamului* deviendra la plus haute du sud-est de l'Europe. « *Nous ne sommes pas obsédés par la grandeur, nous devons équilibrer l'espace* », relativise Vasile Bănescu.

Tout un complexe architectural entourera au fil des années la cathédrale : un musée du christianisme roumain, une polyclinique pour les nécessiteux, un hôtel, un centre des congrès européen, le siège des médias du patriarcat, ainsi qu'un parc.

« *C'est une façon pour la Roumanie de rattraper son retard sur les autres pays orthodoxes de la région, comme la Bulgarie et la Serbie, qui ont vite réussi à bâtir leur cathédrale, dès la fin de la Turcocratie (domination turque, ndlr)* », note Teodor Baconschi, ancien ambassadeur de Roumanie auprès du Saint-Siège, au Vatican.

Le patriarcat se défend de tout complexe d'infériorité. « *C'était une nécessité*, maintient Vasile Bănescu. Avec 88% des Roumains qui se réclament orthodoxes, le pays avait besoin d'un tel édifice. De plus, la cathédrale actuelle de Bucarest qui se trouve dans un monastère construit au 17ème siècle est bien trop petite. Lors des grandes fêtes religieuses, beaucoup de fidèles doivent rester dehors, parfois dans le froid ou sous la pluie. La nouvelle cathédrale pourra accueillir jusqu'à 5000 personnes. »

Plus qu'une carte de visite, le patriarcat voit la cathédrale comme un potentiel enjeu touristique. « *Depuis le haut des tours, les étrangers pourront découvrir tout Bucarest. Les Roumains viendront aussi de partout pour visiter ce site, censé rendre hommage à tous les héros des guerres, passées comme présentes, en pensant aux soldats roumains qui ont donné leur vie en Afghanistan. Ce lieu symbolisera l'union nationale* », espère le porte-parole.



Une démesure coûteuse

Toutefois, cet optimisme n'est pas partagé par tous. Le financement de la construction, provenant à 70 % de fonds publics, selon le patriarcat, fait l'objet de controverse.

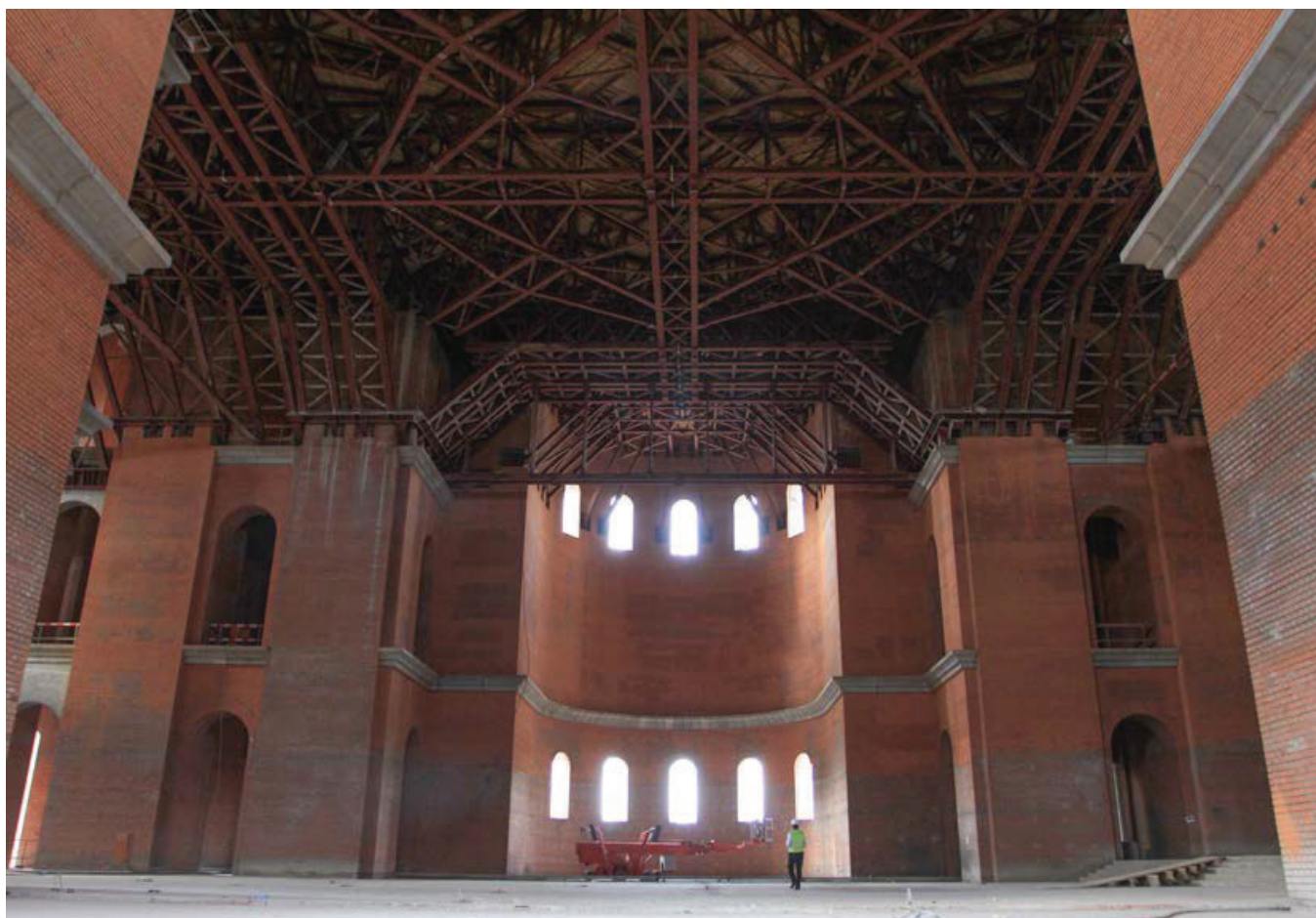
L'ordonnance d'urgence accordant le terrain à l'Eglise ne mentionnait aucune participation financière de l'Etat. Mais en 2007, le Parlement a ajouté un amendement à la loi permettant à l'Eglise de solliciter les différentes collectivités. « *Quand je suis arrivé au Parlement en 2012, j'ai proposé un projet de loi pour revenir en arrière, étant donné que la Constitution prévoit que la Roumanie est un Etat laïc, mais il a été rejeté et personne d'autre n'a cherché à changer la situation depuis* », se souvient Remus Cernea, ancien député indépendant.

Depuis le début de la construction en 2011, le gouvernement a ainsi versé plus de 46 millions d'euros via son Secrétariat d'Etat aux cultes, et plus de 2 millions d'euros du fonds de réserve prévu pour les situations d'urgence.

« *L'Etat a donné un terrain qui avait une valeur de 200 millions d'euros, une somme qui aurait pu servir pour l'intérêt public ou, au moins, indemniser toutes les personnes victimes de la destruction du quartier sous le communisme*, se lamente Toma Pătraşcu, président de l'Association séculaire-humaniste. *Nous n'aurions pas été contre ce projet si l'Eglise avait acheté le terrain et construit la cathédrale sur ses fonds propres et les dons, or nous voyons qu'elle n'y arrive pas.* »

D'autres collectivités à travers le pays apportent un soutien financier. Rien qu'en 2017, la mairie du secteur 5, où se déroule le chantier, a donné plus d'un million d'euros. La mairie générale est aussi généreuse. « *En août 2016, le nouveau conseil a alloué plus de trois millions d'euros*, rappelle Roxana Wring, conseillère municipale pour l'USR (Union Sauvez la Roumanie). *Nous avons voté contre mais ça n'a pas suffi, la majorité a soutenu la proposition de la maire.* »





**« En septembre, le conseil municipal a encore voté un surplus d'un million d'euros pour la cathédrale alors qu'on a supprimé le budget pour construire deux polycliniques. Avec cette somme, on pourrait aussi consolider les bâtiments exposés aux risques sismiques. »**

Et le budget 2017 prévoit l'apport de trois autres millions d'euros. « Nous avons demandé des justifications pour l'utilisation de cet argent, mais nous attendons toujours. Ce projet est pharaonique alors que la ville a besoin d'un périphérique, de crèches, de pistes cyclables. En septembre, le conseil municipal a encore voté un surplus d'un million d'euros pour la cathédrale alors qu'on a supprimé le budget pour construire deux polycliniques. Avec cette somme, on pourrait aussi consolider les bâtiments exposés aux risques sismiques », détaille l'élue.

Même certains croyants, rencontrés après un office dominical non loin de la prochaine cathédrale, ne comprennent pas tous ces investissements.

« Les autorités publiques sont irresponsables. Tout cet argent devrait être dépensé dans les hôpitaux, les maisons de retraite, les écoles vu la faiblesse de nos services publics. Avant d'investir dans d'aussi grands projets, le gouvernement devrait consulter la population, car la croyance n'a pas besoin de ces nouveaux murs », argumente Viorel, 57 ans.

De son côté, le patriarcat appelle à la lucidité. « Ce n'est pas à cause de cette cathédrale qu'il manque des hôpitaux, remarque son porte-parole. L'argent existe, ce n'est pas de notre faute s'il est mal géré. Les Roumains vont pouvoir enfin se targuer d'avoir réussi à construire un monument en aussi peu de temps alors qu'en 27 ans, on n'a finalisé que quelques kilomètres d'autoroutes. Il est normal que l'État participe. Dans l'histoire, aucune cathédrale n'a été bâtie sans fonds publics. »

Sauf que l'effort national final n'est pas encore quantifié. En novembre 2007, le patriarcat avait chiffré

la construction de l'ensemble architectural à 400 millions d'euros. Aujourd'hui, cette assurance fait défaut.

« Nous allons dépenser encore 91 millions d'euros d'ici novembre 2018. Puis, nous attaquerons les finissages intérieurs et extérieurs, c'est la priorité. Les autres espaces restent à l'état de concept architectural et nous nous prononcerons sur leur budget quand nous aurons négocié les contrats », s'aventure l'ingénieur en chef. Une perspective qui laisse sceptique. « Tout cela est de la pure mégalomanie. En plus, on construit cette cathédrale à côté d'un autre bâtiment mégalomane. Dans la tradition orthodoxe, nous préférons les églises plus modestes et discrètes. Je me demande ce que le patriarcat recherche. Moi, en tout cas, je continuerai à venir ici », tonne Mariana, 71 ans, croisée à la sortie de l'église Sfântul Ilie Rahova. Les intentions du patriarcat posent effectivement question. « Que la cathédrale soit conçue pour être plus haute que le Parlement n'est pas



**SANOPI EST UNE ENTREPRISE MONDIALE DE SANTÉ** engagée dans l'amélioration de l'accès à la santé et l'accompagnement des personnes face à leurs défis de santé. De la prévention au traitement, les plus de 110 000 collaborateurs de Sanofi s'emploient à faire une différence dans le quotidien des patients, où qu'ils soient dans le monde, pour leur permettre de vivre en meilleure santé.

[www.sanofi.com](http://www.sanofi.com) | [www.sanofi.ro](http://www.sanofi.ro)





anodin, pense Toma Pătrașcu de l'Association séculaire-humaniste. *C'est l'affirmation symbolique d'une supériorité d'un culte sur l'autorité suprême de l'État. Un danger quand on voit ce qui se passe autour de nous, comme en Pologne, où les libertés fondamentales sont attaquées par des préceptes religieux.* » Bien que défenseur du projet, Teodor Baconschi dénonce ce voisinage malheureux. « Cette proximité géographique me gêne. Doit-on y voir une forme de coopération du pouvoir politique et spirituel comme au temps de Byzance ? », s'interroge le diplomate.

Mais l'Église assume ce mélange des genres. « Étant juste à côté du Parlement, notre complexe pourra héberger les invités de l'étranger, les ministres, les présidents d'État, voire accueillir des rencontres diplomatiques. Tous les grands hommes politiques qui viendront au Parlement visiteront au moins la cathédrale », anticipe Vasile Bănescu.

Un pas vers une expression de la foi politisée ? « Cette cathédrale est le résultat d'arrangements politiques, de dons contre dons, clame l'anthropologue Vintilă Mihăilescu. Cette situation louche montre que l'État agit par opportunisme, et pour garder les votes de l'Église. La cathédrale illustre en grandeur nature toutes les magouilles et luttes d'influence qui s'opèrent ailleurs dans le pays. »

Pensée pour sauver le peuple roumain devant Dieu, cette cathédrale nationale le divise avant même d'être bénie. « Ce projet est une radiographie du pays et de ses clivages. Si les Roumains se déclarent en grande majorité orthodoxes, la moitié n'a plus confiance dans l'institution, détaille Vintilă Mihăilescu. Et cette cathédrale risque d'accentuer la tendance. Elle reflète ce conservatisme patriarcal que les gens détestent aujourd'hui. Une chose est sûre, ce projet réaffirme que ni l'Église ni l'État roumains ne veulent d'une laïcité à l'occidentale », conclut l'anthropologue.

LA CHRONIQUE  
d'Isabelle Wesselingh

journaliste à  
l'Agence France-Presse

Vite, vite, vite ! Dépêchons-nous ! Dépêche-toi ! Combien de fois prononçons-nous ces mots chaque semaine ? Quel bien nous font-ils ? Dans cette course au toujours plus vite, une amie ouvrit de grands yeux quand je lui dis que nous allions prendre le train de Bucarest pour monter dans « le pays des hêtres », la Bucovine, ce « pays d'en haut » frontalier de l'Ukraine. Cinq heures et quarante-cinq minutes de train, parfois plus quand il y a des retards, ce qui est assez courant. La voiture n'était-elle pas plus rapide ? Non, car il faut franchir le week-end les embouteillages des gens qui fuient Bucarest, et puis quelle fatigue à tenir ce volant, les yeux rivés sur la chaussée et sur les chauffeurs qui se sentent devenir « homme » en prenant les risques les plus inconscients quitte à faucher la vie de ceux qui sont en face. Et l'avion ? Oui, il va plus vite, traverse les nuages mais quel bouleversement parfois à se retrouver si rapidement d'un monde à l'autre. À le prendre trop souvent comme moi, on finit par sentir ce décalage géographique, ce malaise corporel quand on passe d'une destination à une autre. Parfois l'hiver, en deux heures de vol, le corps passe de moins vingt degrés dans un Bucarest enneigé à plus dix-sept degrés dans la capitale chypriote. Le corps et l'esprit ne comprennent plus, comme si cette vitesse bouleversait leur rythme naturel. Alors nous avons pris le train à la gare du Nord de Bucarest où j'aime toujours voir ces panneaux mécaniques, pas encore passés au mode écran qui me détruit les yeux, et qui affichent de jolies destinations en « a » : Suceava, Timișoara, Oradea... C'est un vendredi, en fin d'après-midi. Les gens se pressent dans les allées vieillottes pour rejoindre leur quai et les trains. On peut s'emporter un café turc, un Coca américain ou un sac de « pufuleți » (à base de farine de maïs). Et comme il n'y a pas de wagon restaurant dans le train, presque tout le monde a pensé à emporter son pique-nique. Du coup, j'aime cette atmosphère où l'on

# Un train vers les étoiles de Bucovine

sort ses sandwiches faits maison, le thermos de thé ou de café, ses biscuits, certaines personnes âgées ont même une petite glacière. Il y a une ambiance bon enfant, on se souhaite bon appétit, on se propose une sucrerie. Le wagon restaurant ultra-moderne du TGV français ne me manque à aucun moment. Le train, lui, avance souvent lentement, mais quelle beauté à travers les vitres ! Après avoir quitté Bucarest, on se dirige dans un soleil couchant vers Buzău et apparaissent les Carpates bleutées au-delà des plaines jaunes de la paille du blé récolté. Dans les cours des maisons villageoises que l'on longe, des chats somnolent, des chiens jouent, des poules picorent. Plus loin, des moutons « encotonnent » les collines et les vaches prennent le chemin des étables. Je n'ai pas la nostalgie de la vitesse TGV qui s'accompagne souvent d'un paysage de murs et de talus anti-bruits. Petit à petit l'architecture des maisons se modifie, et mon corps et mon esprit se défont lentement du stress de la ville et de la semaine. Le week-end s'installe, presque une idée de vacances. Après près de sept heures de train, nous voilà en Bucovine, heureux d'arriver enfin mais l'esprit apaisé par ce long voyage. Comme s'il nous avait préparés à entrer dans le rythme des villages, des chevaux harnachés de rouge avec leur charrette, du mariage auquel nous allons avec ces chants profonds entonnés dans la petite église de bois de Pârteștii de Sus où l'on se rend à pied en longeant la rivière, de ce pain aux formes fleuries que l'on jette aux quatre points cardinaux au-dessus de la tête de la mariée pour annoncer « aux quatre coins du monde » qu'elle quitte ses parents et entre dans le monde des adultes et des familles. Comme si ce long voyage nous avait débarrassés de l'inutile pour nous faire aller vers l'essentiel, vers la belle simplicité de ce moment partagé sous le plafond en bois de cette église, peinte en bleu, comme un ciel nocturne, avec de petites étoiles.

**Zebra**  
  
Amicalement  
vôtre,  
**Mihaela  
Dedeoglu.**

Du lundi au  
vendredi,  
de 10h à 13h.



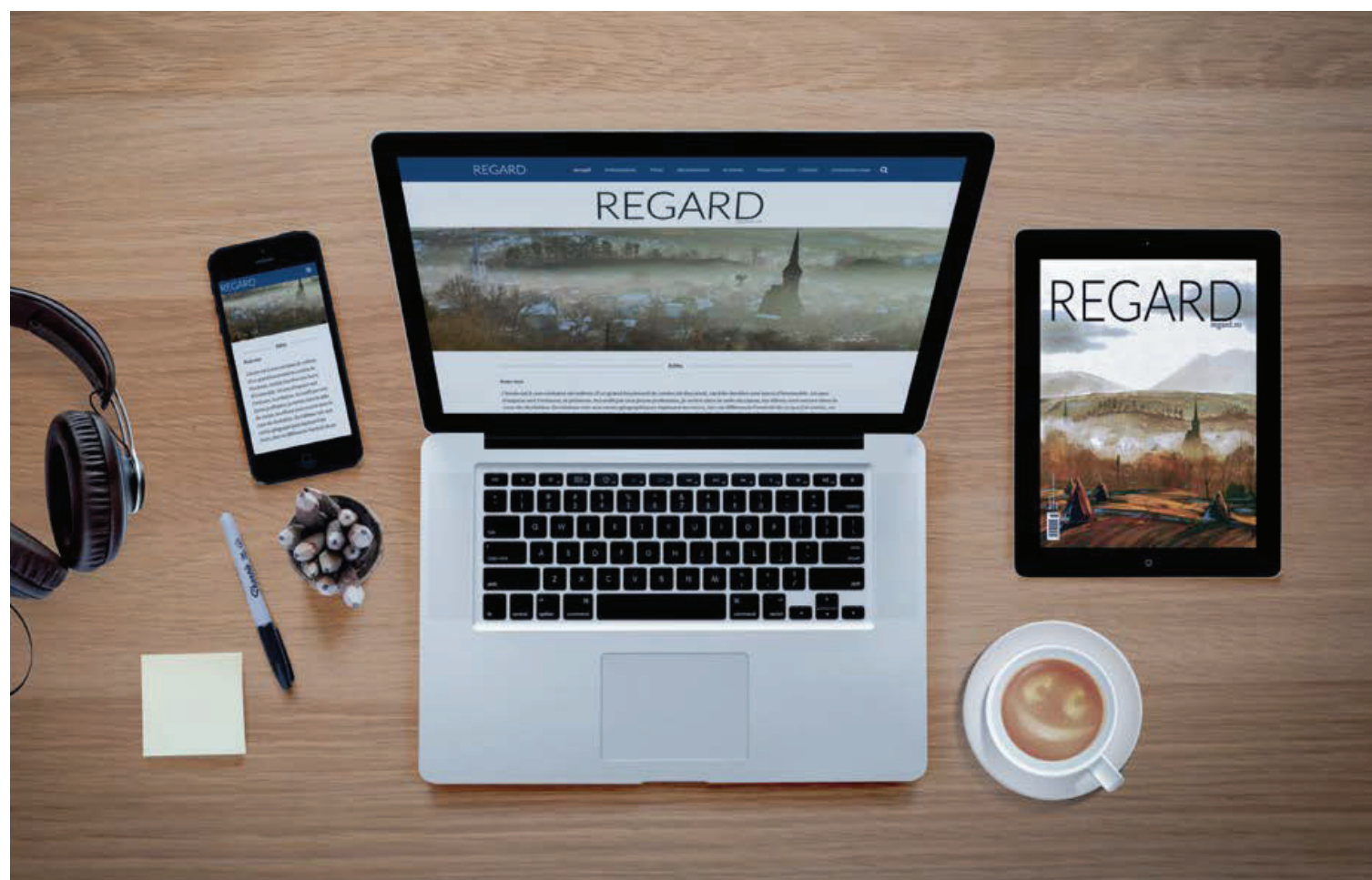
**KPMG**  
cutting through complexity™

**KPMG Enterprise**

KPMG Enterprise se consacre exclusivement à aider les propriétaires d'entreprises et les entrepreneurs à conférer de la valeur à leurs activités et à bâtir des entreprises prospères. C'est de fait notre seule raison d'être.

**Contact**  
**Jacqueline Laye, Director**  
**Email:** jlaye@kpmg.com



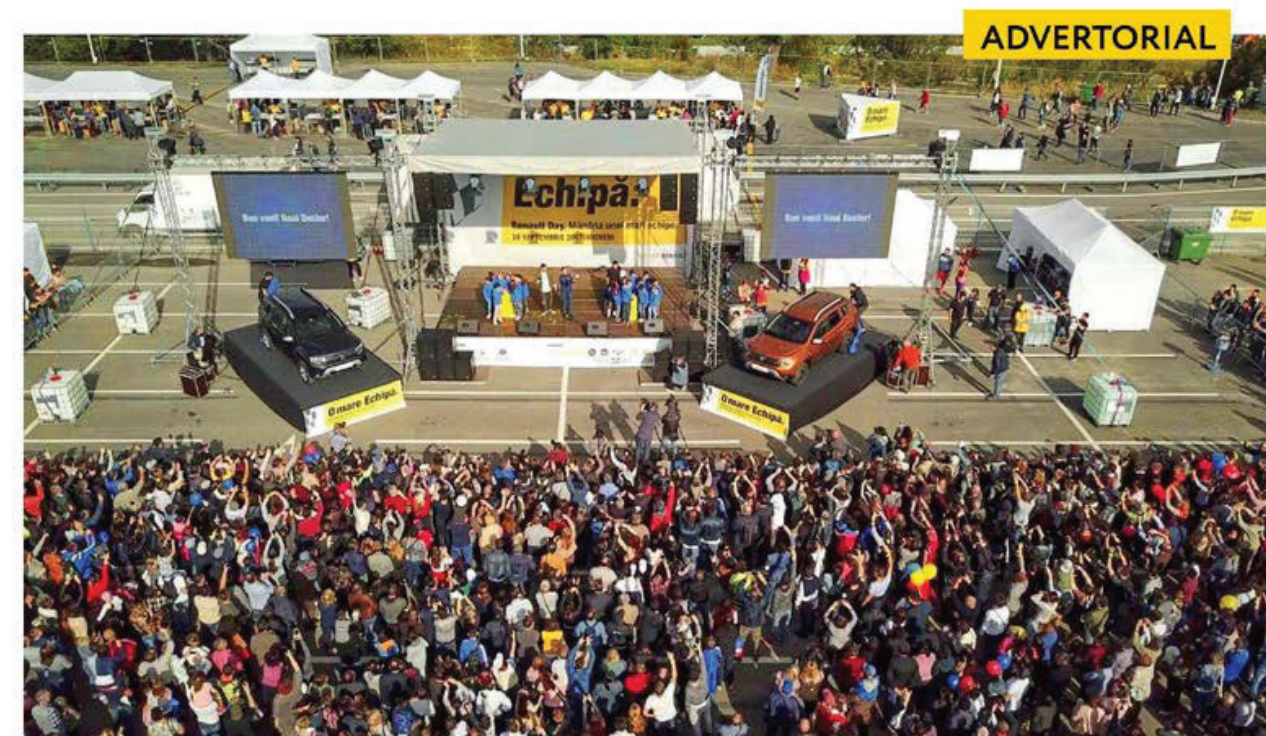


## Regard... partout

Le site [www.regard.ro](http://www.regard.ro) accueille de nombreux abonnés qui ont accès au dernier numéro de la revue Regard ainsi qu'aux archives.

Via notre site, vous pourrez également souscrire à la version papier (l'abonnement numérique sera alors gratuit).  
Il suffit de vous connecter...

[www.regard.ro](http://www.regard.ro)



## Renault Day 2017, la Journée d'une Grande Equipe !

C'est le jour où le Groupe Renault Roumanie a fait encore une fois la preuve que c'est **Une Grande Equipe**. La plate-forme Dacia de Mioveni a accueilli fin septembre plus de 13.000 collègues, membres de leurs familles, bénévoles, partenaires, autorités publiques, presse et organisateurs.

« Nous sommes tous ici aujourd'hui (...) pour mieux nous connaître, profiter de cette journée, mais aussi des résultats, dont le plus récent et le plus important est le **Nouveau Duster**, présenté devant vous en première en Roumanie. L'ensemble de nos équipes contribue à ce succès », a déclaré Yves Caracatzanis, directeur général Groupe Renault Roumanie, dans son discours de bienvenue, qui a marqué la présentation du Nouveau Duster. Les participants ont pu le voir de près, de l'intérieur comme de l'extérieur, et ont pu juger de l'évolution du modèle qui a le plus de succès de toute la gamme. La zone d'exposition Dacia, Renault et Nissan a par ailleurs proposé des expériences inédites : des quiz pour passionnés sous la tente Dacia, des jeux Playstation et de nombreux prix sous la tente Nissan. Le monoplace de Formule 1 a lui été l'attraction phare du stand Renault, ainsi que le simulateur auto de test d'agilité.

Les participants ont aussi été invités dans **les coulisses de la fabrication d'un véhicule** : une partie des départements de l'Usine Véhicules Dacia et de l'Usine Mécanique et Châssis Dacia a été ouverte au public.

Et **les stands de présentation métier** ont attiré l'attention grâce à des robots, des simulations vidéo de dernière génération et des concours.

Enfin, **plus de 3.000 enfants présents à l'évènement** n'ont pas eu le temps de s'ennuyer ; ils ont pu assister à des expériences de physique et chimie, faire des constructions de pièces modulables et des Lego, ils ont également pu peindre et dessiner. Les petits passionnés de l'automobile ont aussi eu l'occasion de piloter des karts et des voitures télécommandées.

**GROUPE RENAULT**



# Face au sauvage

Propos recueillis par Carmen Constantin  
Photo : D.R.



**En juillet dernier, dans le département d’Harghita, deux bergers ont été blessés par un ours. Et depuis le début de l’année, plus de soixante-dix attaques ont été signalées. Sans véritable stratégie sur le long terme, les autorités ont une nouvelle fois accordé un quota de chasse de 140 ours et 97 loups pour 2017. Des chiffres que les écologistes et les chasseurs condamnent, mais de façon radicalement différente : c’est trop pour les uns, pas assez pour les autres.**

**Grațiela Gavrilescu, ministre de l’Environnement, le 25 août dernier :**

« Nous sommes face à une situation inédite, des ours attaquent l’homme jusque dans son jardin, les événements récents ont choqué l’opinion publique. Nous ne pouvons pas rester impassibles. »

**Benke József, directeur de l’Association des chasseurs d’Harghita :**

« Le quota de chasse n’est pas du tout suffisant. Le problème persiste, cela n’arrange rien, il s’agit d’une décision purement politique sans lien avec la réalité du terrain. Par ailleurs, ce système des quotas ne prend pas en compte les différences régionales. Il faudrait en premier lieu évaluer le nombre d’ours vivant dans chaque zone, avant de répertorier les dommages et surtout les attaques. Si rien n’est fait et qu’on ne tue pas entre 500 et 600 ours sur deux

voire trois ans, on risque vraiment de se retrouver face à une situation beaucoup plus dangereuse. Les habitants de certaines régions, déjà excédés, résoudront le problème par leurs propres moyens, certains ont déjà mis du maïs sur les voies de chemin de fer pour que les trains se chargent de tuer les ours. »

**Leonardo Berecki, coordinateur du Centre de réhabilitation des ours orphelins des monts Hășmaș (département d’Harghita) :**

« Chaque ours tué rapporte plusieurs milliers d’euros aux chasseurs, ils ont donc perdu beaucoup d’argent suite à l’interdiction de chasser de l’année dernière. Cela fait plus de 20 ans que je travaille sur les ours, je vis avec eux, et je peux vous assurer qu’ils préfèrent éviter au maximum le contact avec l’homme. Le vrai problème n’est pas le nombre d’ours, c’est l’imprudence de ceux qui entrent dans des zones d’habitat d’animaux sauvages.

Par ailleurs, avant il y avait beaucoup moins de surfaces agricoles, beaucoup plus de bois et donc plus d’espace pour les ours. Enfin, on ne peut que déplorer le comportement de certains promeneurs qui laissent derrière eux des restes de nourriture près de zones habitées. »

**Bogdan Matei, responsable de la collection des mammifères au musée Antipa de Bucarest :**

« Avant de prendre une décision, il faudrait en premier lieu procéder à une estimation correcte du nombre d’ours et de loups en Roumanie. Les associations de chasseurs ont évidemment intérêt à dire qu’il y en a beaucoup afin d’en chasser le plus possible. Il faut donc faire attention à ce qu’ils avancent, d’autant qu’ils ont tendance à chasser les plus gros mammifères, ceux qui ont le plus de valeur aussi en termes génétiques, et donc qui sont cruciaux pour la survie de l’espèce. À un moment donné, nous avons tellement exporté de trophées d’ours que les pays signataires de la Convention de Washington – sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d’extinction, ndlr – ont exprimé leur inquiétude vis-à-vis de la situation des ours en Roumanie. Mais je doute de l’efficacité du système des quotas ; si un ours est dans le champ de mire d’un chasseur, il est très

probable qu’il sera tué quoi qu’il en soit. (...) À l’Ouest, il n’y a pratiquement plus d’ours et on ne semble pas les regretter. Mais quand des loups refont leur apparition dans les Alpes françaises ou italiennes, le débat sur leur chasse ressurgit, comme ici. À mon sens, en Roumanie, le plus réaliste serait de déplacer un certain nombre d’ours et de loups dans des parcs spécifiques pour les chasseurs. Pour le reste, un peu plus de civilité permettrait sans doute d’éviter les accidents. »

**Grațiela Gavrilescu, ministre de l’Environnement, le 26 septembre dernier :**

« Notre pays ne dispose pas d’un inventaire précis sur les ours, nous savons qu’ils sont à peu près 7000, mais certaines sources suggèrent qu’ils sont bien plus nombreux. Avec le soutien de l’Union européenne et en collaboration avec l’Académie roumaine, nous allons rédiger un projet d’inventaire dans le but de les surveiller, de les protéger, et de faire en sorte qu’ils n’attaquent plus l’homme. Je suis d’ailleurs en discussion avec les ambassades de certains pays pour voir si des ours pourraient être envoyés dans des réserves à l’étranger, précisément dans les pays où leur population a fortement chuté. »

collection **EGO**



A G E N D A S • C A L E N D R I E R S





Le taux de chômage est au plus bas, autour de 5%, mais le marché du travail traverse une période paradoxale : les employeurs se plaignent d’une pénurie de main-d’œuvre alors que les adultes en âge de travailler sont devenus plus sélectifs, rejetant les emplois mal payés.

# Marché confus

Mihaela Rodina

Qu’il s’agisse d’un restaurateur, d’un fabricant de meubles ou d’un petit fermier de campagne, c’est le même refrain qui revient : « *Je voudrais bien embaucher mais je ne trouve personne.* » Selon les analystes, la Roumanie est en train de tourner la page de la main-d’œuvre bon marché qui a permis à de nombreuses sociétés de réaliser de larges profits après la chute du régime communiste.

Une étude de la plate-forme de recrutement en ligne eJobs confirme la nouvelle tendance : les exigences des Roumains en termes de salaires se sont envolées depuis 2016. S’il y a un an, ils jugeaient acceptable un salaire de 2550 lei (environ 550 euros), aujourd’hui ils demandent 2844 lei. Et ceux qui ont déjà un emploi estiment mériter un salaire de 40% supérieur à celui qu’ils perçoivent actuellement.

« *Cela s’explique par le contexte économique favorable, la croissance ayant stimulé la création d’emplois. D’autre part, les majorations salariales dans la fonction publique ont mis la pression sur le secteur privé et nourri les attentes d’une rémunération en hausse* », estime Bogdan Badea, directeur de ventes chez eJobs.

Pour le chasseur de têtes George Butunoiu, sur un marché libre « *tout se règle en fonction de l’offre et de la demande* ». Selon lui, le problème n’est

pas la pénurie de main-d’œuvre mais le fait que les salaires ne tiennent pas le pas avec l’évolution du marché. « *Les employeurs ont du mal à accepter qu’ils doivent augmenter les salaires s’ils veulent trouver les employés qu’ils cherchent. Dans beaucoup de secteurs, faire un business plan sur la base de salaires de 300 à 500 euros ne marche simplement plus* », soutient-il.

accentué, le rapport entre le salaire le plus bas et le plus élevé est de 1 à 20, voire de 1 à 30, contre de 1 à 5 ou maximum 6 en Allemagne.

La situation diffère toutefois selon les régions. Les salaires – et les attentes des employés – sont plus élevés à Bucarest que dans le nord-est du pays. Et l’écart continue de se creuser. Le domaine

« *En période de croissance, les chercheurs d’emploi sont en mesure d’imposer leurs conditions. S’ils refusent un salaire de 500 voire 800 euros, c’est qu’ils ont d’autres choix.* »

« *C’est un phénomène cyclique : en période de récession, quand l’économie se porte mal, ce sont les employeurs qui font la loi, tandis que les employés doivent se contenter de ce qu’on leur propose. À l’inverse, en période de croissance, les chercheurs d’emploi sont en mesure d’imposer leurs conditions. Si un employé refuse un salaire de 500 voire 800 euros, c’est qu’il a d’autres choix* », ajoute M. Butunoiu. Il admet toutefois que les aides sociales ainsi que le travail au noir, toujours très répandu, sont en partie responsables de ce déséquilibre sur le marché.

Certes, partout dans le monde, on assiste à une polarisation grandissante entre les bas et les hauts salaires. Mais en Roumanie, le phénomène est plus

d’activité aussi fait la différence. Dans l’informatique par exemple, où les salaires sont parmi les plus élevés, plusieurs représentants de ce secteur observent que les jeunes s’intéressent davantage aux différents avantages en nature, au fait de travailler dans un milieu agréable, d’avoir un programme flexible et surtout la possibilité de faire carrière.

Mais le principal défi reste le recrutement. Selon l’Institut des statistiques, environ 8000 jeunes finissent des études d’informatique chaque année, mais c’est loin d’être suffisant. « *L’industrie IT ne se plaint pas du niveau de formation des informaticiens en début de carrière, mais de leur nombre insuffisant* », indique la société Bitdefender, spécialisée dans les antivirus.

Pour remédier au problème, plusieurs entreprises ont conclu des partenariats avec les universités afin de recruter leurs futurs employés depuis les salles de cours. D’autres comme Orange, Kaufland, Visma Software ou encore Bitdefender ont mis en place leurs propres laboratoires dans les grands centres universitaires du pays.

Mais ce ne sont pas uniquement les secteurs basés sur une main-d’œuvre hautement qualifiée qui souffrent. Les associations patronales du BTP se plaignent régulièrement des difficultés à trouver des maçons ou des plombiers. Les hôteliers demandent pour leur part la création d’une agence gouvernementale qui facilite la formation et l’embauche d’employés en provenance d’Asie.

L’autre solution avancée est le stage en entreprise, plusieurs jours par semaine, tout en suivant des cours dans une école professionnelle. Airbus Helicopters, qui détient une usine à Braşov, figure parmi les premières sociétés à avoir fait ce choix. En 2016, le géant européen a créé

au sein du collège technique Transilvania de Braşov une classe destinée à former des techniciens structure. Et cette année, une nouvelle classe pour des techniciens d’équipement de bord a été ouverte, portant à près de 60 le nombre de collégiens qui seront embauchés à la fin de leurs études.

Dans le seul département de Braşov, sept lycées ont déjà opté pour le stage en entreprise, dispensé aujourd’hui à 639 élèves. De son côté, le département de Cluj compte six classes avec 247 élèves suivant un stage dans des domaines très divers allant du BTP à l’industrie alimentaire, au textile ou à l’alimentation. Selon la loi, les élèves ont la possibilité de percevoir une bourse mensuelle de 400 lei, versée par l’entreprise et l’État. En septembre, environ 38 000 places de stagiaire étaient disponibles dans les collèges ayant adopté ce système.

Bogdan Badea de eJobs se dit toutefois inquiet des statistiques européennes selon lesquelles le chômage au sein des

Roumains de moins de 25 ans serait supérieur à la moyenne européenne, soit autour de 20%. Selon lui, cela s’explique en partie par des attentes salariales exagérées : « *Nombre d’entre eux préfèrent ne pas travailler et misent sur le soutien financier de leur famille.* »

Difficile de mesurer l’argument. Pour le sociologue Barbu Mateescu, les statistiques sont surtout trompeuses, car de nombreux jeunes travaillent au noir ou ont émigré, et ne sont donc pas pris en compte. Par ailleurs, il souligne que « *la jeune génération d’aujourd’hui est le résultat de l’évolution démographique d’il y a 20, 25 ans. Il s’agit de jeunes vivant notamment dans le milieu rural ou dans des petites villes, là où l’accès à l’emploi est très difficile. Il n’y a pas tant de parents qui peuvent se permettre d’entretenir leurs enfants en âge de travailler. Le plus souvent, s’ils sont au chômage, ce n’est pas de leur faute.* »

## ENSEMBLE VERS L'AVENIR

PRÉSENT EN ROUMANIE  
DEPUIS 1991, LE  
CABINET GRUIA  
DUFOUT FOURNIT  
DES SERVICES  
COMPLETS DE CONSEIL  
ET D’ASSISTANCE  
JURIDIQUE AUX  
INVESTISSEURS  
ÉTRANGERS EN  
ROUMANIE ET LES  
ACCOMPAGNE  
DANS LEUR  
DÉVELOPPEMENT  
LOCAL.



PROTÉGER VOTRE  
INVESTISSEMENT  
EN ROUMANIE  
EST NOTRE  
SAVOIR-FAIRE !



Bd. Hristo Botev nr. 28, sect. 3  
030237 Bucarest, Roumanie  
Tél. : +40 (0) 21 305 57 57  
Fax : +40 (0) 21 305 57 58  
bucarest@gruiadufout.com

6, Avenue George V 75008  
Paris, France  
Tél. : +33 (0) 1 53 57 84 84  
Fax : +33 (0) 1 53 57 84 82  
paris@gruiadufout.com

www.gruiadufout.com



# Des maisons, ainsi fêtes

Texte et photos : Marine Leduc

Le 23 septembre dernier a eu lieu la quatrième édition de Noapte Caselor (la nuit des maisons) : un parcours nocturne parmi de vieilles demeures bucarestoises – quatorze au total – parfois connues, parfois habitées, souvent en souffrance. Diverses associations et jeunes bénévoles ont une nouvelle fois prouvé que ces grands espaces à la longue histoire et aux nobles moulures étaient toujours vivants. Ateliers, expositions, spectacles, le 23 septembre fut une belle nuit, joyeuse et souriante, qui a réussi à sécher les larmes de ces bâtisses en manque de réconfort.

C'est en 2015 que l'aventure commence, avec un appel à volontaires pour nettoyer et réarranger la maison. Deux fois par an, des événements culturels étalés sur plusieurs jours redonnent vie au lieu. Noapte Caselor est alors devenue l'occasion parfaite pour ouvrir la vieille bâtisse au public.







La plupart des objets de décoration, qui ont appartenu à la famille Costa-Foru, n'ont pas bougé de place.



Entre les murs de Colivia (Pache Protopopescu, 9), les membres de l'association Funky Citizens créent leurs outils d'éducation civique pour encourager les citoyens à agir. Ils ont particulièrement été remarqués lors des manifestations de février dernier. Pour Cosmin, directeur de communication, avoir un lieu ouvert au public est avant tout « un moyen de créer des interactions plus fortes que celles que l'on trouve sur Internet ou les réseaux sociaux ».



Colivia est une « maison hybride », comme aime le définir Cosmin. Il précise que c'est d'ailleurs l'un des critères de Noaptea Caselor : des maisons qui ne sont pas seulement des bars, musées ou restaurants, mais qui accueillent aussi des projets culturels, artistiques ou sociaux.

NB : À lire, l'entretien d'Elena Calistru, présidente de l'association Funky Citizens, dans le numéro 79 de *Regard*.





Une vieille bâtisse qui tombait en ruine. Un propriétaire qui souhaitait la rénover. Un groupe d'étudiants en architecture qui voulait sauver les vieilles demeures pour y créer des ateliers. Voici comment, en 2012, est né Carol 53 (boulevard Carol, 53), devenu un lieu emblématique de la capitale. Aujourd'hui, il rassemble plusieurs ateliers d'artistes et artisans.

Parmi ces ateliers, Wood Be Nice, lancé il y a 7 ans par Andrei et Daniel. Il y mêlent l'artisanat du bois avec des collages, peintures et divers assemblages. Avoir un espace à Carol 53 leur permet aussi « d'interagir et de collaborer avec d'autres artistes ».

En échange de la rénovation et de l'occupation du lieu, les membres de Carol 53 ne paient aucun loyer.







Noaptea Caselor a été l'occasion d'inaugurer la « très petite galerie » qui donne sur le boulevard Carol. Chaque semaine, une nouvelle exposition y sera présentée.



Sbang (Jean-Louis Calderon, 33) est un nouvel espace-atelier qui a ouvert à l'occasion de Noaptea Caselor. Installé dans les studios de Sahia Film, des performances et installations loufoques autour du cinéma y ont été présentées.



Depuis 2014, Casa Lupu (Dionisie Lupu, 31) est le lieu d'habitation et de rassemblement des membres de Calup, une plate-forme collective qui cherche à redonner vie aux « *lieux inutilisés de la capitale* ». À l'occasion de Noaptea Caselor, les visiteurs ont pu déguster de la *zacuscă* maison dans le jardin du bâtiment. L'été, le lieu accueille divers événements musicaux.



## Au pied des murs

Après avoir été nationalisées pendant la période communiste, de nombreuses bâtisses sont tombées en décrépitude faute de propriétaire ou de moyens financiers pour les rénover. Des projets tels Carol 53 ou Casa Costa-Foru montrent que ces lieux peuvent renaître avec de l'énergie humaine, peu de moyens et un propriétaire encourageant. Pour Lorant Mihai et Ale Stoica, architectes et coordinateurs de la plate-forme Calup, l'utilisation des espaces vacants a un impact économique et culturel positif sur Bucarest... « *Mais la situation ne s'améliore pas, les autorités*

*publiques ne comprennent pas encore l'intérêt de développer une stratégie durable pour ces lieux.* » En 2016, Calup et d'autres organisations ont réalisé un rapport avec des représentants du gouvernement. Destiné au Premier ministre de l'époque, Dacian Cioloș ce texte présente des stratégies pour la rénovation et l'utilisation des vieux bâtiments grâce à l'implication de la population locale. Pour le moment, Lorant et Ale n'ont pas eu de retour, mais ils espèrent qu'un jour le rapport pourra servir de « *support à des politiques urbanistiques intelligentes* ».

## LA CHRONIQUE de Nicolas Don

Le paysage politique roumain offre en ce moment un visage plus paradoxal que jamais. Le gouvernement, issu de la coalition qui a remporté les élections législatives en décembre dernier, avec plus de 45% des suffrages exprimés (60% d'abstention), paraît déjà à bout de souffle.

Après le festin financier promis lors de la campagne électorale – aux retraités, fonctionnaires, étudiants, agriculteurs, bref à toute personne susceptible de voter – est venu le temps de la disette. Il y a de l'argent, disent sur tous les tons les divers responsables de la majorité. Le problème est qu'ils ne savent pas où le trouver.

D'où l'inraisemblable chaos auquel on assiste depuis cet été, en matière de fiscalité et de droit du travail. Une vague de mesures annoncées, contredites, modifiées et remodifiées, parfois dans la même journée, donnant l'impression d'une totale

improvisation et d'un réel manque de compétences.

Le principal bouc émissaire a déjà été trouvé. Les compagnies multinationales, accusées pêle-mêle d'externaliser leurs profits, de faire de l'évasion fiscale, voire de ne jamais payer d'impôts en Roumanie. Avec des accents nationalistes et xénophobes plus habituels à Budapest et Varsovie qu'à Bucarest.

Tout cela, sous le regard atone d'une opposition invisible et inaudible. À droite, le Parti national libéral panse encore ses plaies après son cuisant échec aux législatives (20%), et promet une mue que personne n'entrevoit. En supposant qu'elle puisse encore intéresser les futurs électeurs. L'USR, étiqueté « vent de fraîcheur, grand espoir de l'opposition », grâce à ses presque 9% pour sa première apparition aux législatives, en est encore à se demander quelle ligne idéologique adopter une fois pour toutes.

Et surtout, s'il ne va pas purement et simplement éclater, sous la pression des égos et d'une lutte de clans tout aussi impitoyable que dans n'importe quel autre parti « classique ».

Haut perché sur son Aventin, position rendue aisée aussi bien par la Constitution roumaine que par le tempérament du président de la République, Klaus Iohannis préfère s'impliquer sur la scène internationale, en allant voir Donald Trump à Washington ou bien en recevant Emmanuel Macron à Bucarest. À la clé, le renforcement constant d'un partenariat stratégique qu'il espère bénéfique pour son pays, notamment en matière de défense et de sécurité.

Voilà donc un tableau figé, comprenant trois acteurs majeurs qui – pour des raisons totalement différentes – n'ont pas les moyens d'imposer une action et encore moins une vision claire de l'avenir du pays.

### EN COMPLÉMENT...

**Où va le gouvernement actuel ? Quel est le pouvoir réel du président ? Quelle est la position de la Roumanie vis-à-vis de ses partenaires occidentaux ?**

**Cristian Pârvulescu,**  
**professeur à l'École nationale de sciences politiques :**

« La politique sociale-démocrate est, d'une certaine façon, très cohérente, et pas trop compliquée. Le PSD a promis de satisfaire son électorat, sa clientèle, c'est ce qu'il fait. Son électorat est formé surtout de personnes âgées et d'habitants du milieu rural. La majoration des salaires dans le secteur public et les diverses aides sociales ont été pensées pour eux. Par ailleurs, tout le système de réformes vise à protéger les structures locales du parti ; de fait, le PSD n'est pas un parti national authentique, plutôt une fédération de groupuscules qui ne sont pas homogènes du point de vue idéologique. (...) Concernant le président Klaus Iohannis, bien qu'il ne soit pas constitutionnellement très puissant, notre tradition politique et le fait d'être élu directement par les Roumains lui confèrent un poids considérable. C'est lui qui participe aux sommets européens et qui

RRI Spécial

Avec  
**Ileana Țăroi**

Chaque jeudi de  
13h15 à 13h45 sur  
[www.rri.ro](http://www.rri.ro) - canal 2

**Radio  
România  
Internațional**



imprime la direction à suivre vis-à-vis de l'extérieur. D'un autre côté, s'il n'est pas obligé de se soumettre au Parlement, il peut être suspendu à tout moment par la majorité au pouvoir sur des accusations fondées, ou qui ne le sont pas. »

**Ioan Stanomir, professeur de droit constitutionnel à l'université de Bucarest :**

« Les relations avec nos partenaires sont extrêmement compliquées. D'une part, la Roumanie est dépendante de l'appui économique et du patronage qu'exercent les puissances européennes et les États-Unis. D'autre part, il y a périodiquement des petites flambées de nationalisme isolationniste et autarcique séduisantes pour l'électorat du PSD, qui a d'ailleurs beaucoup en commun avec

l'électorat de l'ancien Parti de la Grande Roumanie d'extrême droite. Ceci étant, la Roumanie ne fait pas partie de la catégorie des pays d'Europe centrale et de l'est à l'attitude offensive. La Roumanie n'est pas la Hongrie, elle n'est pas la Pologne non plus. Elle n'a aucune opinion, aucun grand projet. L'unique objectif que Bucarest semble poursuivre avec obstination est son admission à l'espace Schengen de libre circulation européenne. Et la relation avec les États-Unis est définie par une série de continuités d'ordre externe qui dépassent le niveau de responsabilité du gouvernement. Même s'ils le souhaitaient, les gouvernements sociaux-démocrates ne pourraient jamais périlcliter l'axe fondamental de notre existence en tant qu'État moderne euro-atlantique. »

Propos recueillis par Daniel Luca

# Irresponsable

Jusqu'à cet été, les personnes handicapées bénéficiaient d'une niche économique pour développer une activité en Roumanie, car très peu sont employées sur le marché du travail. Mais le gouvernement vient d'adopter une ordonnance d'urgence qui risque de laisser 2000 personnes sur le carreau. Une mesure dommageable pour celles et ceux qui avaient commencé à vivre « normalement ».

Texte et photo : Aline Fontaine

Sur le petit buffet en bois qui occupe l'entrée de son appartement bucarestois, Nelu Mocanu expose ses pancartes telles des reliques. Sur l'une, on peut y lire : « *Unités protégées, non protégées* », sur l'autre « *Vous avez tué notre espérance* »... « *Je les garde car nous y avons mis tout notre cœur, s'émeut ce trentenaire. Moi, j'ai pensé les messages, ma femme et mon garçon les ont écrits.* »

Un travail collectif nécessaire, car Nelu est malvoyant. En vain, il a scandé ces slogans, fin août, devant le ministère du Travail à Bucarest, quand le gouvernement a adopté une ordonnance d'urgence relative aux conditions d'emploi des personnes en situation de handicap. Depuis 2006, les entreprises ou institutions de plus de 50 salariés qui ne comptaient pas 4% d'handicapés parmi leur effectif devaient

payer une taxe particulière. Toutefois, la loi prévoyait qu'elles pouvaient remplacer cette taxe par des services payés à des « Unités protégées autorisées » (UPA) comptant d'office 30 % d'employés avec des problèmes physiques ou moteurs. Les activités proposées par les UPA variaient du nettoyage à la confection d'accessoires.

Sauf que le ministère du Travail dit avoir relevé des irrégularités. « *Les UPA disposaient d'une enveloppe d'environ 100 millions d'euros fournie par les entreprises et institutions publiques, mais cette somme n'était pas distribuée correctement, communique-t-il. Souvent, c'était le patron, non handicapé, qui en bénéficiait. Nous avons recensé des entreprises qui gagnaient jusqu'à 4,5 millions d'euros par an. En plus, ces 732 unités n'employaient que 0,26% des personnes handicapées.* »

Sur ces motifs, le gouvernement a rebattu les cartes. La taxe dont devaient s'acquitter les sociétés non conformes a doublé, et elle est devenue obligatoire. L'alternative du recours aux UPA est remise en question, comme l'avenir des 2021 personnes handicapées qui y travaillaient.

## Les dégâts d'une inconséquence

Nelu ne comprend pas la logique du gouvernement. « *Pourquoi n'a-t-il pas mis en place des contrôles ou supprimé les unités douteuses au lieu de tous nous sanctionner ?* », s'indigne-t-il.

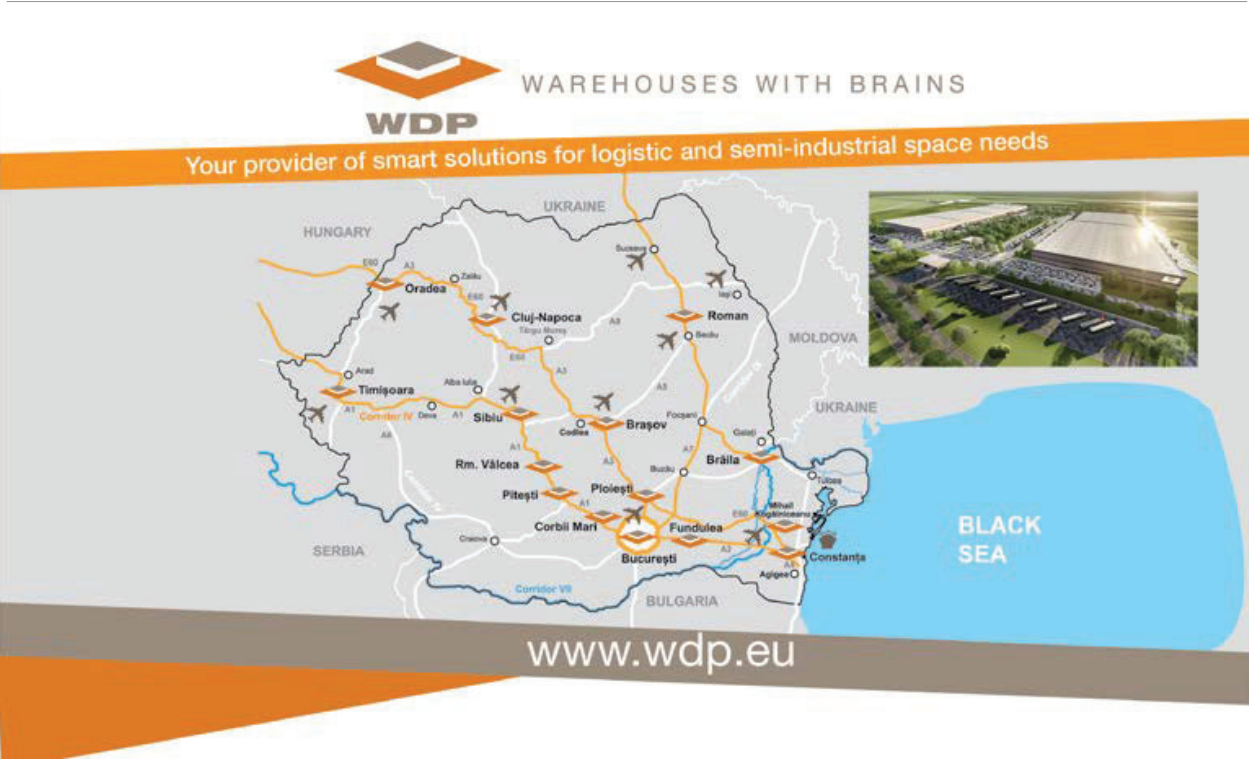
Car depuis qu'il a créé son unité, en 2008, la vie de Nelu a changé. Avant, il travaillait comme masseur dans une maison de retraite et touchait le salaire minimum. Quand il a commencé à se rendre dans des entreprises pour masser les salariés pendant leur temps de pause, il a multiplié ses revenus. « *Nous avons enfin pu contracter un emprunt à la banque pour acheter cet appartement de deux pièces* », se réjouit-il.

« *C'est bien plus qu'une question d'argent, et c'est dommage que le gouvernement ne le comprenne pas. Ces UPA étaient pour nous une bouffée d'oxygène. Nous avons gagné en autonomie et nous nous sentons utiles. Ce système nous permet d'interagir avec la société, de ne pas rester isolés* »,

complète son épouse, Felicia, elle aussi atteinte d'une déficience visuelle prononcée.

Nelu et Felicia menaient ainsi une vie qu'ils qualifient de « *normale* ». « *Nous assumons notre handicap et ne voulons pas voir s'effondrer tout ce que nous avons construit*, soutient Nelu. *Nous voulons travailler et non mendier.* » Mais depuis que l'ordonnance est entrée en vigueur le 1er septembre, Nelu a déjà perdu un contrat et l'équivalent d'un tiers de ses revenus. « *Comme mon activité est assez transversale, j'espère que je vais réussir à m'adapter, mais tout le monde n'aura pas ces ressorts* », regrette-t-il.

**Notre travail coûte plus cher parce que nous avons besoin de plus de temps. Jusqu'alors, la loi nous aidait. Maintenant, les entreprises n'ont aucune raison de nous solliciter. La seule façon de continuer sera de trouver des clients qui comprendront l'aspect humanitaire et social de la démarche. »**





À la petite fabrique de textile « Atelierul de pânză » où une dizaine de personnes, dont cinq en situation de handicap, créent des sacs en toile, les perspectives sont incertaines. « Juste avant l'entrée en vigueur de l'ordonnance, nous avons pu contacter nos clients et anticiper quelques commandes, mais d'ici six mois, nous sentirons certainement ses répercussions », annonce Gabriela Țicu, la directrice commerciale. Les entreprises qui sollicitent cet atelier au lieu de payer la taxe représentent 30 % des clients et 20 000 euros de chiffres d'affaires par an.

Ici, tout le monde regrette la situation, surtout quand à peine 9% de la population handicapée en âge de travailler a un emploi. « Certes, ces personnes sont difficiles à employer, certaines ne voient pas, d'autres ont besoin d'horaires

solliciter. La seule façon de continuer sera de trouver des clients qui comprendront l'aspect humanitaire et social de la démarche », pense Marian.

Une décision humiliante

La disparition de son UPA aura d'autres lourdes conséquences. Depuis dix ans, Marian consacrait environ 25 000 euros de ses bénéfices annuels à l'association des handicapés locomoteurs de Roumanie, qu'il a lui-même fondée et qui compte 1400 membres. « Nous avions une source d'auto-financement qui nous permettait de payer pour de la physiothérapie à domicile ou des conseils juridiques aux personnes qui en avaient besoin. Nous avons acheté un mini-bus pour partir en excursion et construit un centre de vacances pour personnes handicapées au nord de Pitești. Là, nous allons devoir tout repenser », lâche-t-il, dubitatif quant à la survie de l'association.

L'homme trouve la décision du gouvernement humiliante. En échange des pertes salariales générées par cette ordonnance – 800 euros pour Marian et ses collègues –, le gouvernement a promis d'augmenter les prestations sociales. De 75,5 euros par mois, les adultes avec un handicap grave toucheront 111 euros à compter du 1er juillet 2018. Des sommes dérisoires par rapport aux besoins quotidiens de ces personnes.

« Si vous voulez acheter un fauteuil roulant normal, l'assurance maladie vous donne 300 euros tous les cinq ans. Quand notre fils est né, nous avons dû acheter un fauteuil roulant électrique pour Marian, vu que je ne pouvais pas pousser enfant et époux en même temps. Nous avons dû déboursier 4000 euros », explique Cristina. Avant d'aller chercher quelques photos de famille... « En

aménagés à cause de problèmes physiques, mais il est possible de combiner ces éléments avec de la volonté, nous avons réussi à le faire », poursuit Gabriela.

Marian Minculescu, lui, a mis la clé sous la porte de son « unité protégée » de vente à distance. Il l'avait créée avec trois autres personnes, également à mobilité réduite. Lui est atteint de dystrophie musculaire dégénérative depuis l'âge de 13 ans et se déplace en fauteuil roulant. En 2014, une vilaine pneumonie a aggravé son état et l'a condamné à travailler depuis son domicile, avec son ordinateur et une oreillette.

Aujourd'hui, il n'a plus les moyens de rivaliser avec les sociétés classiques. « Notre travail coûte plus cher parce que nous avons besoin de plus de temps. Jusqu'alors, la loi nous aidait. Maintenant, les entreprises n'ont aucune raison de nous

voyageant, nous avons vu la différence avec les autres pays. En 2005, nous avons fait le tour de l'Italie, nous avons pu entrer partout et monter en haut du Colisée grâce à un ascenseur. En Roumanie, nous n'avons même pas pu visiter les monastères de Moldavie. On nous a souvent dit que comme le site était classé à l'Unesco, on ne peut pas aménager un accès spécial », s'agace Cristina, qui doit transporter une rampe mobile à chaque déplacement dans le pays.

Le couple attend un changement de mentalité de la part de la société civile et des dirigeants du pays. « Le mot handicapé n'est pas une simple insulte. Nous ne le souhaitons à personne, mais chacun peut le devenir du jour au lendemain. C'est pourquoi les handicapés ne doivent pas être les seuls à s'adapter, la société tout entière doit elle aussi faire preuve de tolérance », prône Marian.

Trois questions à Ilie Sorin Țața, 27 ans, membre de la commission des jeunes au sein de l'association des malvoyants de Roumanie.

La Roumanie est-elle un cas à part ?

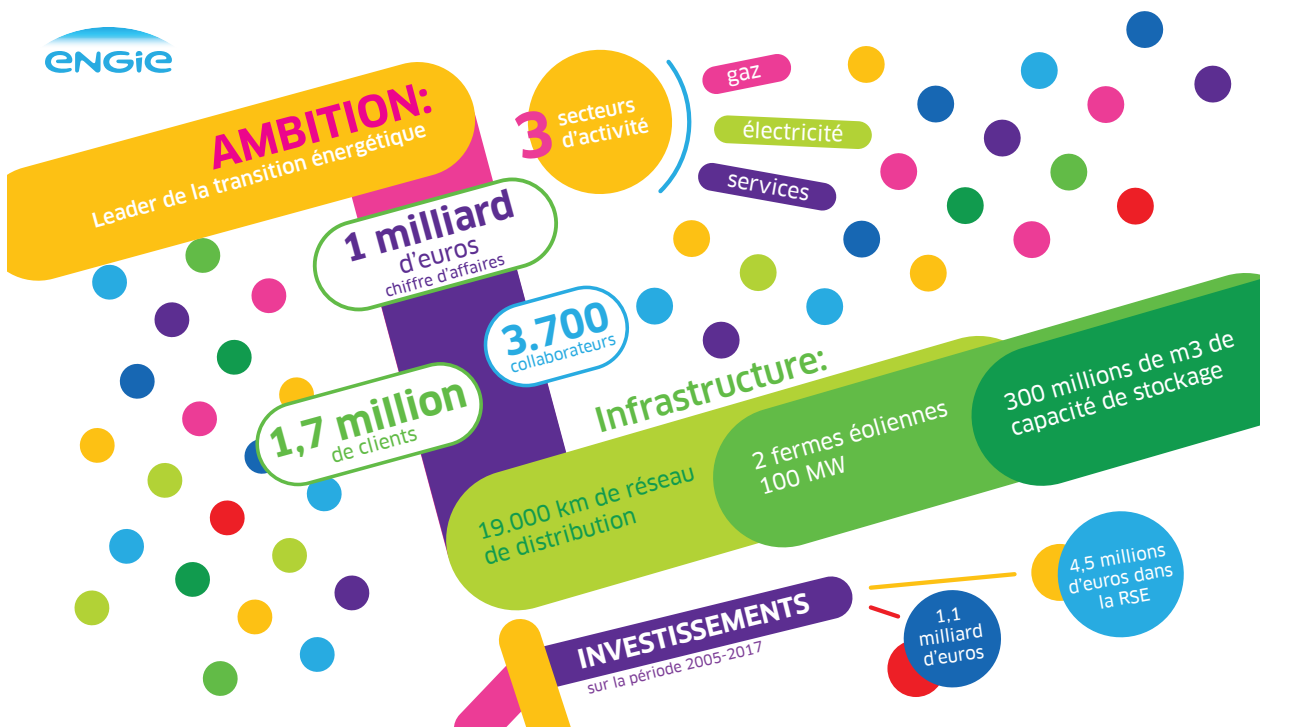
Récemment, lors d'une réunion avec des membres du comité consultatif des Balkans, nous avons remarqué que nous rencontrions les mêmes problèmes dans tout le sud-est européen. En plus d'un faible taux d'emploi, les accès pour se rendre aux lieux de travail manquent. À Bucarest, par exemple, les voitures sont partout mais les marquages tactiles absents, et très peu de feux sont équipés de signaux sonores. Sans compter tous les rebords de trottoirs qui bloquent les personnes en fauteuil roulant. C'est dur de mener une vie indépendante. En Roumanie, il n'existe qu'une quinzaine de chiens guides entraînés par des associations. Vous devez aussi payer pour tout, du bâton à l'imprimante braille.

Pourquoi les personnes en situation de handicap ne sont-elles pas considérées comme une priorité ?

En Europe, de façon générale, les discussions pour l'intégration des personnes handicapées sont récentes. Il y a cinquante ans, on considérait que les enfants hyperactifs avaient juste trop d'énergie. Désormais, on étudie leur cas. Mais des progrès ont lieu au niveau international. Par exemple, grâce au traité de Marrakech signé cette année, les maisons d'édition sont obligées de mettre en libre accès leurs ouvrages afin que quiconque puisse créer des audio-livres.

En Roumanie, notez-vous aussi quelques progrès ?

C'est plutôt dur... Nous étions contre l'ordonnance d'urgence mais le gouvernement n'a pas pris en compte notre voix, alors que notre association compte 40 000 membres. Il a préféré s'attirer la colère de 2000 personnes qui travaillaient dans l'espoir de gagner les voix de tous les autres handicapés en augmentant leurs indemnités. Concrètement, nous militons pour la gratuité dans les micro-bus et les cars, en plus du train. Ça, c'est en bonne voie. Notons aussi que la Roumanie fait partie d'un projet pilote avec six autres États européens pour mettre en place une carte d'accès aux musées ou concerts qui uniformisera les tarifs d'entrée. Par ailleurs, une association est en train d'élaborer un système pour détecter via bluetooth le moment où les bus s'approchent des arrêts. Bientôt, il sera appliqué sur le réseau de Bucarest. Mais tout cela vient de la société civile.







FRANCE  
MÉDIAS  
MONDE



ANCA NĂSTASE  
MATEI VIȘNIEC  
VASILE DAMIAN

# 40 DE MINUTE

DUPLEX BUCUREȘTI-PARIS ■ LUNI-VINERI 18:15

București 93.5 FM ■ Iași 97.9 FM ■ Craiova 94 FM ■ Sibiu 89 FM ■ Cluj-Napoca 91.7 FM  
Timișoara 96.9 FM ■ Chișinău 107.3 FM

Disponibil pe [rfi.ro](http://rfi.ro)

COMMUNIQUÉ



## #ellessimposent



Conférence des femmes de la  
Francophonie

Bucarest | Roumanie | 1<sup>er</sup> et 2 novembre 2017



### *Création, innovation, entrepreneuriat, croissance et développement, les femmes s'imposent !*

La Roumanie accueille à Bucarest les 1<sup>er</sup> - 2 novembre 2017, la Conférence des femmes de la Francophonie, événement d'envergure qui rassemblera près de 450 personnes : entrepreneures, représentantes de la société civile, jeunes, institutionnels et ministres des États et gouvernements membres de l'OIF.

Issue d'une volonté commune entre la Secrétaire générale de la Francophonie et le Président de la République de Roumanie, cette conférence co-organisée par le gouvernement roumain et l'Organisation internationale de la Francophonie marque l'engagement ferme des deux parties en faveur de la promotion de l'égalité femme-homme et de l'autonomisation économique des femmes.

**Pourquoi ?** L'avenir de l'espace économique francophone ne peut s'envisager sans la prise en compte du rôle des femmes, qui constituent des leviers et des maillons essentiels pour la croissance et le développement. Tous les domaines économiques auxquels les femmes participantes apportent une contribution notable seront évoqués lors des travaux. La Roumanie, pays hôte de la Conférence des femmes de la Francophonie, attache une importance particulière à l'essor d'un espace économique francophone qui prône non seulement la solidarité et la coopération, mais également l'équité et la réduction des inégalités.

**Objectifs ?** La Conférence permettra de **partager de bonnes pratiques** et d'échanger sur les politiques et les initiatives des États et gouvernements francophones en faveur de l'égalité femme-homme dans la vie économique, dans l'accès à la propriété, aux moyens de production et à la prise de décision. À l'issue de travaux, des recommandations stratégiques seront formulées afin de nourrir les réflexions engagées par l'OIF en vue de l'élaboration d'une **Stratégie francophone en matière d'égalité femme-homme**. La Conférence sera aussi l'occasion, pour les femmes entrepreneures et de la société civile engagées dans tous les secteurs économiques, de se rassembler, d'échanger et d'explorer les possibilités de maillage, de sorte que soit créé **le premier Réseau francophone des femmes entrepreneures**.

#### **Les 3 axes thématiques de la Conférence**

- Droits des femmes et accès au marché du travail
- Innovation et entrepreneuriat féminin
- Leadership des femmes dans la gouvernance économique

Les femmes sont organisées, elles parlent avec vigueur des défis qu'elles doivent surmonter, de ce qui doit changer et ne manquent pas non plus d'avancer des solutions réalistes et réalisables.

Suivez toute l'actualité de l'événement, reportages, témoignages, directs sur [francophonie.org](http://francophonie.org)



# Jusqu'à quand ?

Maria est une dame entre deux âges qui vit dans un petit village près de Botoșani, au nord-est de la Roumanie. Jusqu'en 1989, elle a travaillé dans une usine de la région. « *On faisait de la mécanique de haute précision* », dit-elle fièrement. Mais après la révolution, l'usine fut privatisée, rachetée par l'ancien directeur qui l'a ensuite vendue sans se soucier du sort de ses employés. Après quelques mois de chômage, Maria a retrouvé un poste dans un atelier de confection allemand, elle en était contente même si elle gagnait deux fois moins qu'à l'usine. Jusqu'à ce que les Allemands se rendent compte que déménager l'atelier en république de Moldavie leur permettaient de dépenser encore moins. Aujourd'hui, Maria est cuisinière, elle a quitté son petit village près de Botoșani pour venir travailler dans un restaurant quelque part dans la vallée de Prahova, payée au salaire minimum, parfois avec un mois de retard.

Dans le nord de la Roumanie comme dans d'autres régions, beaucoup d'usines qui existaient avant 1989 ont fermé. Et beaucoup de gens sont partis à l'étranger ou ont déménagé. À Bucarest, le produit intérieur brut (PIB) par habitant – l'un des principaux indicateurs du niveau de vie – est 50% au-dessus de la moyenne au sein de l'Union européenne, soit 2,6 fois plus important que dans le reste du pays. À l'autre extrême, dans le département de Vaslui, toujours dans le nord-est, ce

PIB par habitant n'atteint pas 50% de la moyenne nationale, et se situe 30% en dessous de la moyenne européenne (sources : Institut national de la statistique et Banque nationale).

Ce décalage n'a fait que s'accroître. À Covasna, Bihor ou Gorj, le PIB par habitant a crû beaucoup moins qu'ailleurs, ces départements seraient donc plus pauvres qu'il y a quinze ans par rapport à la moyenne nationale d'alors. Sans compter qu'ils enregistrent un taux d'émigration élevé.

À l'heure où l'idée d'une Europe à deux vitesses est avancée, la Roumanie se confronte à un développement à plusieurs vitesses au sein même de ses frontières. Les zones pauvres deviennent de plus en plus pauvres à cause de la dépopulation, du manque d'infrastructures et d'investissements, les zones riches – București, Timiș, Cluj, Brașov et Sibiu – deviennent de plus en plus riches, attirant les travailleurs de l'ensemble du pays et les investissements étrangers.

Une situation qui n'a fait qu'accroître les différences de revenus ; l'inégalité des salaires est l'une des plus marquées de l'Union européenne. Les 20% les plus riches gagnent 8,2 fois plus que les 20% les plus pauvres.

De son côté, Maria continuera de se débrouiller, mais jusqu'à quand ?

france danse orient-express

INSTITUT FRANÇAIS

FRANCE DANSE

ORIENT-EXPRESS

PROJECTIONS DE FILMS

ATELIERS DE DANSE

SPECTACLES DE DANSE

SEPTEMBRE - DECEMBRE 2017

ADRIEN M. & CLAIRE B.  
DAVID WAHL  
FRANÇOIS CHAIGNAUD  
RACHID OURAMDANE  
CARAVANA CND PARIS/  
VOLMIR CORDEIRO & MATTHIEU DOZE  
JÉRÔME BEL

ORGANISATEURS

PARTENAIRE PRINCIPAL

PARTENAIRES MÉDIAS

INSTITUT FRANÇAIS

Centrul Național al Dansului

FRANCE MÉDIAS

Radio România Internațional

AGERPRES

QR code



# Les yeux sur elle

Propos recueillis par Valentina Budur  
Photo : [www.timisoara2021.ro](http://www.timisoara2021.ro)

**Être Capitale européenne de la culture est un enjeu crucial pour toute ville. En Roumanie, Timișoara se consacre corps et âme à l'objectif de s'élever à la hauteur de ce titre pour 2021. Une première année de préparatifs touche déjà à sa fin, quel est l'état d'esprit sur place ? Regard s'est entretenu avec Simona Neumann, directrice de l'association Timișoara Capitale européenne de la culture 2021.**

**Regard : Que préparez-vous concrètement pour 2021 ?**

**Simona Neumann :** Nous aurons 365 jours d'événements culturels sur chacune des grandes places de la ville, mais aussi et surtout dans les quartiers un peu oubliés où la culture arrive avec difficulté, voire pas du tout. Toute une série d'activités est également prévue sur la rivière Bega, qui traverse Timișoara. Et notre voisin, la Serbie, sera de la partie, car nous pensons qu'il est important que l'aspect transfrontalier soit mis en avant – d'autant que la ville serbe de Novi Sad sera également l'une des trois capitales de la culture en 2021, ndlr. Des troupes du monde entier seront à l'affiche de chaque théâtre local, on incite d'ailleurs les artistes et institutions à travailler avec leurs confrères européens pour réaliser des coproductions. Enfin, les habitants de la ville seront eux aussi invités à contribuer à la création d'événements.

**Précisément, comment les habitants ont-ils répondu à votre appel ?**

Ils ont très bien réagi, mais cela n'a pas été une surprise, nous avons déjà demandé leur aide pour préparer, quatre années durant, la candidature de la ville. En 2017, nous avons déroulé plusieurs projets adressés à la communauté locale afin de former ceux qui travailleront sur les événements de 2021. Par exemple, une quarantaine de bénévoles se sont déjà engagés à organiser des activités destinées aux enfants.

**Imaginer une année entière d'événements censés attirer des centaines de milliers de touristes des quatre coins de la planète, cela ne doit pas être simple. Une seule association est-elle capable de tout couvrir ?**

Ce qui nous motive, c'est la multitude des demandes de participer à cette année culturelle ; universités, consulats, hommes d'affaires, médias, tour-opérateurs, chacun a présenté une offre, chacun veut jouer un rôle. Il est extraordinaire de pouvoir faire bouger plusieurs domaines par le biais de la culture et au service de la culture.

**Mais tout n'est sans doute pas rose, vos projets ne pourront pas voir le jour sans des financements sur mesure...**

Certes, Timișoara Capitale européenne de la culture 2021 est un projet nouveau pour la ville et le département de Timiș, notamment en termes de financement. Il s'agit d'un projet européen financé par des fonds publics, privés et par des partenariats. Et il a effectivement fallu du temps pour que notre association soit notamment financée par des fonds publics. La coopération avec le système public roumain est toujours difficile et le versement de l'argent traîne. Le budget sera suffisant à condition de recevoir l'argent à temps. Sinon, il faudra renoncer à certains projets.

**La première année de préparatifs se termine bientôt, quel est votre programme pour les trois ans à venir ?**

Il se décline en trois étapes. En 2017 et 2018, nous nous sommes fixé comme objectif de former le personnel, et d'élargir le contact avec les institutions culturelles d'autres pays. En 2019 et 2020, nous préparerons de façon précise le calendrier de l'année culturelle 2021, entre autres. Nous souhaitons profiter aussi du fait que la Roumanie assumera la présidence tournante de l'Union européenne – au premier semestre 2019, ndlr –, pour promouvoir la ville de Timișoara et attirer davantage d'artistes étrangers. Enfin, à partir de 2022, une troisième étape visera à développer les programmes à succès de 2021. C'est d'ailleurs l'idée principale de notre projet : démarrer des initiatives à fort caractère international, qui n'ont jamais été réalisées auparavant, de sorte qu'elles profitent à la ville bien après 2021. Nous espérons vraiment qu'en 2021, Timișoara sera une ville lumineuse, comme le dit le slogan de notre projet : *Luminează orașul prin tine* (C'est toi qui éclaire la ville). Pour le dire autrement, l'idée sous-jacente de cette année très spéciale sera de mettre en lumière l'âme de chacun d'entre nous, et raviver l'esprit civique.

Assurances vie

La promesse la plus importante c'est que vous allez prendre soin d'eux

Dès la nouvelle que vous serez parent, vous avez fait la promesse de prendre soin de vos proches pour toute la vie. Soyez-en sûr, avec l'assurance vie Groupama.

Asigurăm tot ce contează pentru tine.  
Alo Groupama: 0374 110 110 [www.groupama.ro](http://www.groupama.ro)

Groupama  
Asigurări





### Qu'est-ce qu'une Capitale européenne de la culture ?

Le programme « Capitale européenne de la culture » est né en 1985. Depuis, ce titre est attribué chaque année à une ou plusieurs villes, en général deux ; l'occasion de se faire connaître au-delà des frontières nationales, de mettre en lumière sa richesse culturelle, d'élargir les liens entre les pays du vieux continent, sans oublier le développement économique de la région qui accueille une telle capitale, notamment du tourisme. Depuis 2007, le titre est partagé entre des villes d'Europe occidentale et d'Europe centrale et de l'est. C'est Sibiu, en Transylvanie, qui a été la première ville roumaine Capitale européenne de la culture, en 2007. Cela a eu un impact significatif sur sa visibilité en Europe, si bien que dix ans plus tard, touristes et artistes étrangers s'y rendent toujours en grand nombre. La candidature de Timișoara pour 2021 a devancé celle de Baia Mare, Cluj et Bucarest. Et les deux autres villes Capitales européennes de la culture cette année-là seront Elefsina en Grèce et Novi Sad en Serbie.

### LA CHRONIQUE de Matei Martin

journaliste à Radio România Cultural  
et Dilema veche

Un bon écrivain est un écrivain mort. Cette boutade circule comme un axiome parmi les jeunes qui, semble-t-il, lisent de moins en moins. Les manuels scolaires offrent une perspective plutôt historique et ne font en général pas référence à la littérature contemporaine. L'éducation artistique ou littéraire, en dehors des grandes écoles vocationnelles, n'est pas une priorité ni pour les parents, ni pour les enseignants ; les mathématiques, les langues modernes, les sciences seraient plus utiles pour assurer leur avenir. Pour la plupart des élèves, la littérature se confond donc avec le passé. Et en l'absence de programmes extrascolaires, peu de jeunes ont la chance de rencontrer un écrivain en chair et en os. Pas de programme national de promotion de la lecture non plus : le livre et la culture écrite semblent être abandonnés par les autorités en faveur d'activités plus « populaires ». Conséquence du manque d'investissements coordonnés de la part de l'État dans le domaine du livre et de la lecture, cette triste vérité statistique : un livre par an et par habitant, en moyenne, voilà ce que représente la consommation du livre en Roumanie – lire aussi la précédente chronique du numéro 79 de *Regard*,

## Quand la littérature s'active

page 35. Pourtant, il y a bien des initiatives qui essayent de contrer le phénomène.

Afin de rendre la lecture attrayante, et pour attirer un nouveau public vers le livre, une idée est de réinventer la relation entre les lecteurs et les auteurs. En juillet, le festival de poésie et musique de Bistrița, au nord du pays, crée des interférences entre la poésie et les arts performatifs, et ce dans la vieille synagogue de la ville. Une révélation surtout pour le jeune public qui parfois découvre la poésie contemporaine ou la musique de chambre. Un double enjeu aussi pour les organisateurs, qui se proposent à la fois de former des lecteurs et des mélomanes. Sans prétendre devenir un événement de masse, ce petit festival a tout de même réussi à toucher sa cible en devenant très prisé par les jeunes.

En septembre, à Sibiu, c'est le festival international de la poésie, lieu de consécration pour les grandes voix de la poésie, mais aussi une scène pour les jeunes créateurs. Début octobre, cette fois-ci à Iași, c'est au tour du plus grand de ces festivals, le Filit (Festivalul internațional de Literatură și Traducere), avec 400 événements

en cinq jours : sessions de lecture avec des auteurs dans les lycées de la ville, rencontres professionnelles avec des éditeurs, des agents et des traducteurs, débats littéraires dans une tente gigantesque installée en centre-ville, et grandes conférences au théâtre national avec des pointures de la littérature contemporaine. Toute une ville semble alors respirer la littérature.

Sans oublier un autre festival littéraire qui se déroule à Timișoara, fin octobre, centré sur les rencontres « de l'ouest à l'est et de l'est à l'ouest ». Ce festival joue sur la position géographique de la capitale du Banat, et invite à la découverte réciproque au sein des frontières floues de l'Europe centrale, autrement dénommée « Mitteleuropa ». Enfin, début décembre, le festival international de littérature de Bucarest se donne pour objectif de « réécrire la carte de l'Europe » : un événement pour les passionnés qui ont la chance de rencontrer leurs auteurs préférés dans des contextes différents ou de découvrir des phénomènes marginaux. Avec tous ces festivals, les spectateurs se transforment en lecteurs, et la littérature redevient bien vivante.







# L'autre presse

Texte : Mihaela Rodina et Mihai Barbu  
Photos : Mihai Barbu

## Grand reportage

Il y a huit ans, *Regard* avait réalisé un dossier sur les médias roumains (« Les médias mis à jour », numéro 42). Nous nous étions intéressés à la presse traditionnelle, mais aussi aux radios et télévisions. L'enquête montrait notamment les dysfonctionnements d'un milieu sous forte influence politique et pressé par divers groupes d'intérêts.

Aujourd'hui, le paysage médiatique n'a pas beaucoup évolué, si ce n'est que la plupart des quotidiens sur papier ont disparu, qu'ils se retrouvent (ou pas) sur Internet, et que la révolution numérique a bouleversé le secteur, comme partout ailleurs. Ceci étant, un nouveau phénomène a vu le jour récemment : plusieurs groupes de journalistes indépendants ont créé des plates-formes alternatives proposant des informations plus fouillées, plus objectives, et surtout non soumises à une quelconque influence politique.

Difficile de répertorier l'ensemble de ces nouveaux médias, d'autant que certains sont encore dans leur phase de création. Et nous nous sommes cantonnés à la capitale, Bucarest. C'est là que nous avons rencontré quelques-unes des plus connues de ces toutes jeunes rédactions. Ici

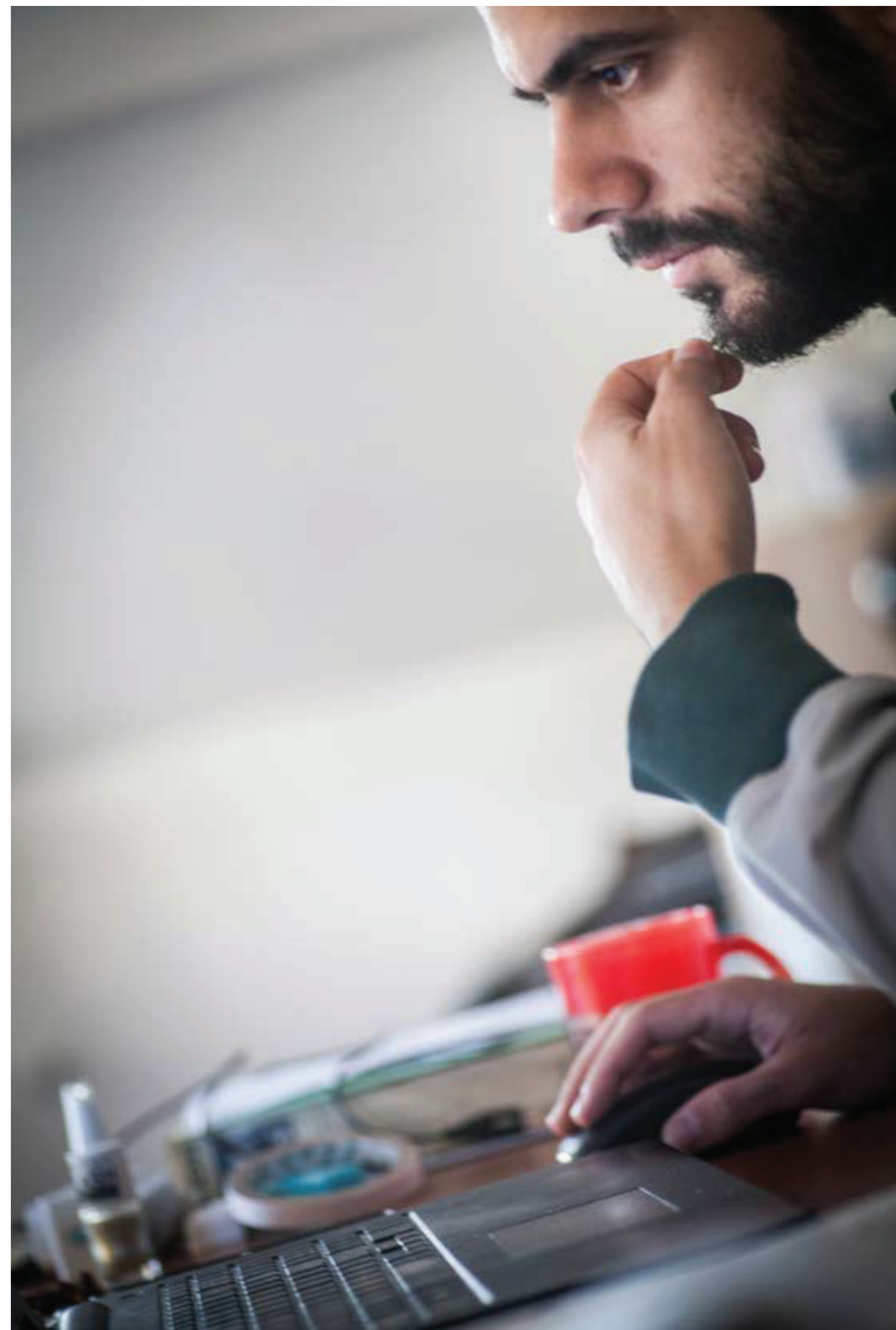




Casa Jurnalistului  
(casajurnalistului.ro)



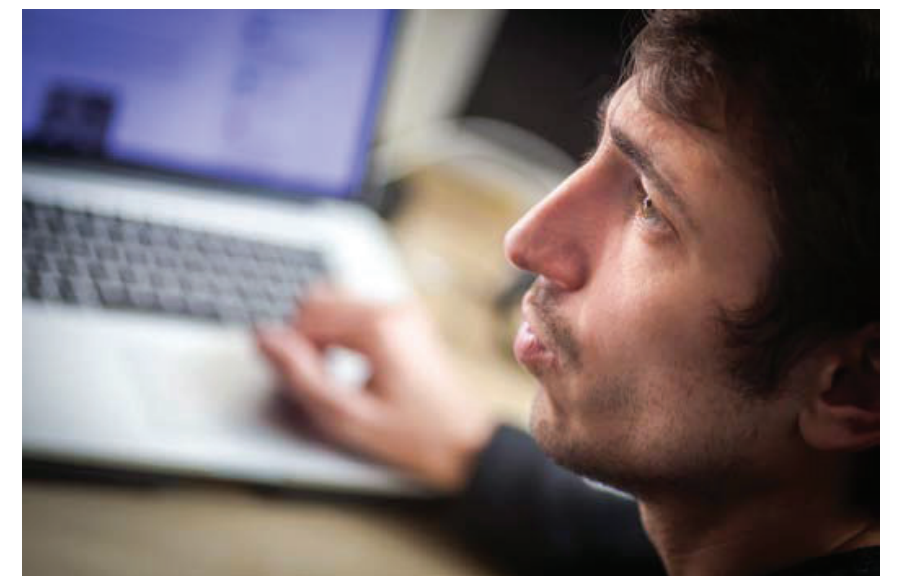




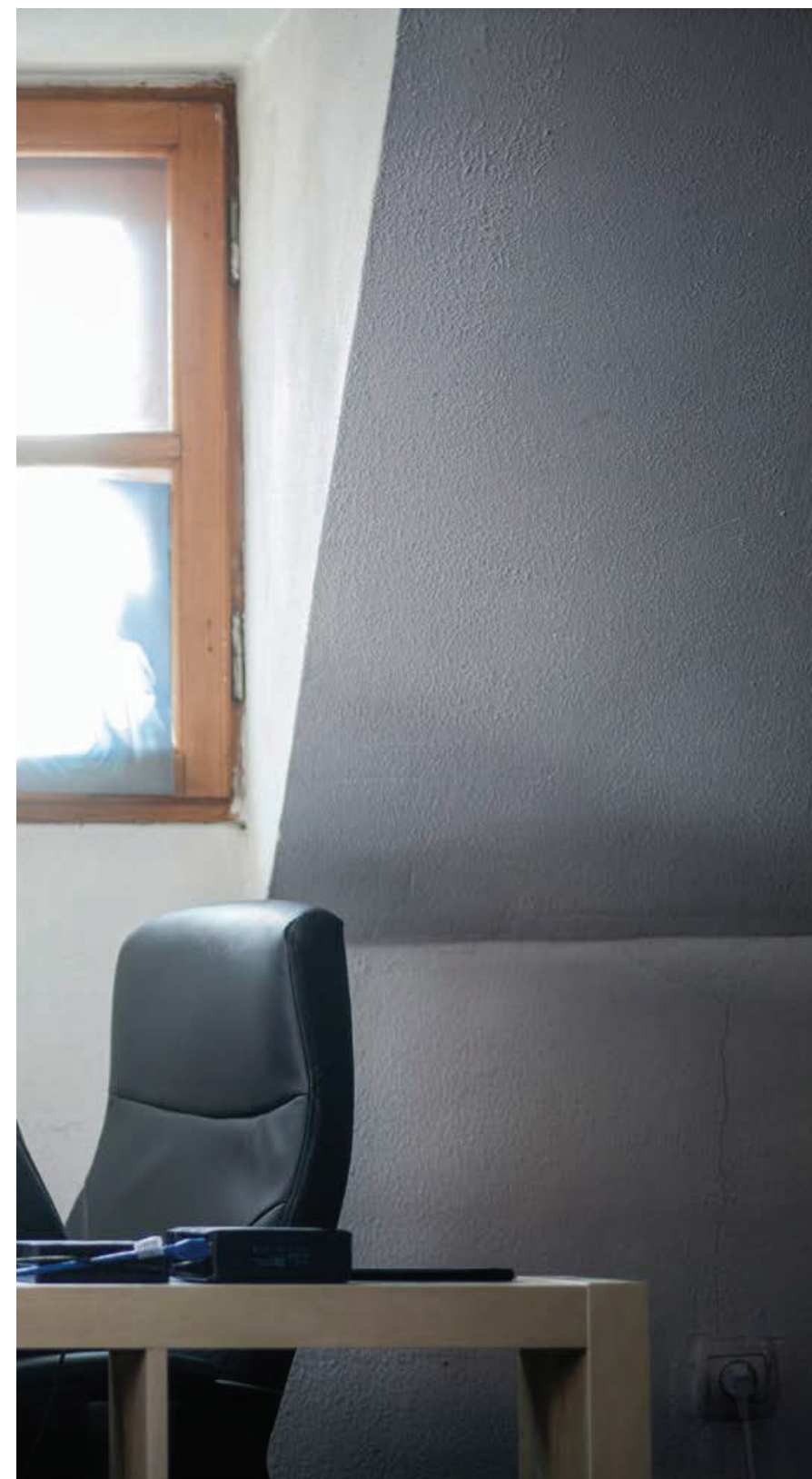
Vlad Ursulean a quitté la presse traditionnelle fin 2011 pour fonder *Casa Jurnalistului*.  
*« J'ai créé Casa Jurnalistului parce qu'il était devenu impossible de faire du vrai journalisme dans les médias traditionnels. Nous n'avions plus le temps de nous documenter et de sortir des sujets incommodes. Casa Jurnalistului compte cinq permanents qui changent, ce ne sont pas toujours les mêmes. Ils logent dans cette maison où ils travaillent (Casa Jurnalistului se situe au numéro 154 de la rue Viitorului à Bucarest, ndlr), et ont à disposition tout le matériel journalistique nécessaire. Nous fonctionnons grâce aux donations, nous avons essayé d'autres types de financement mais cela ne nous convient pas vraiment. »*



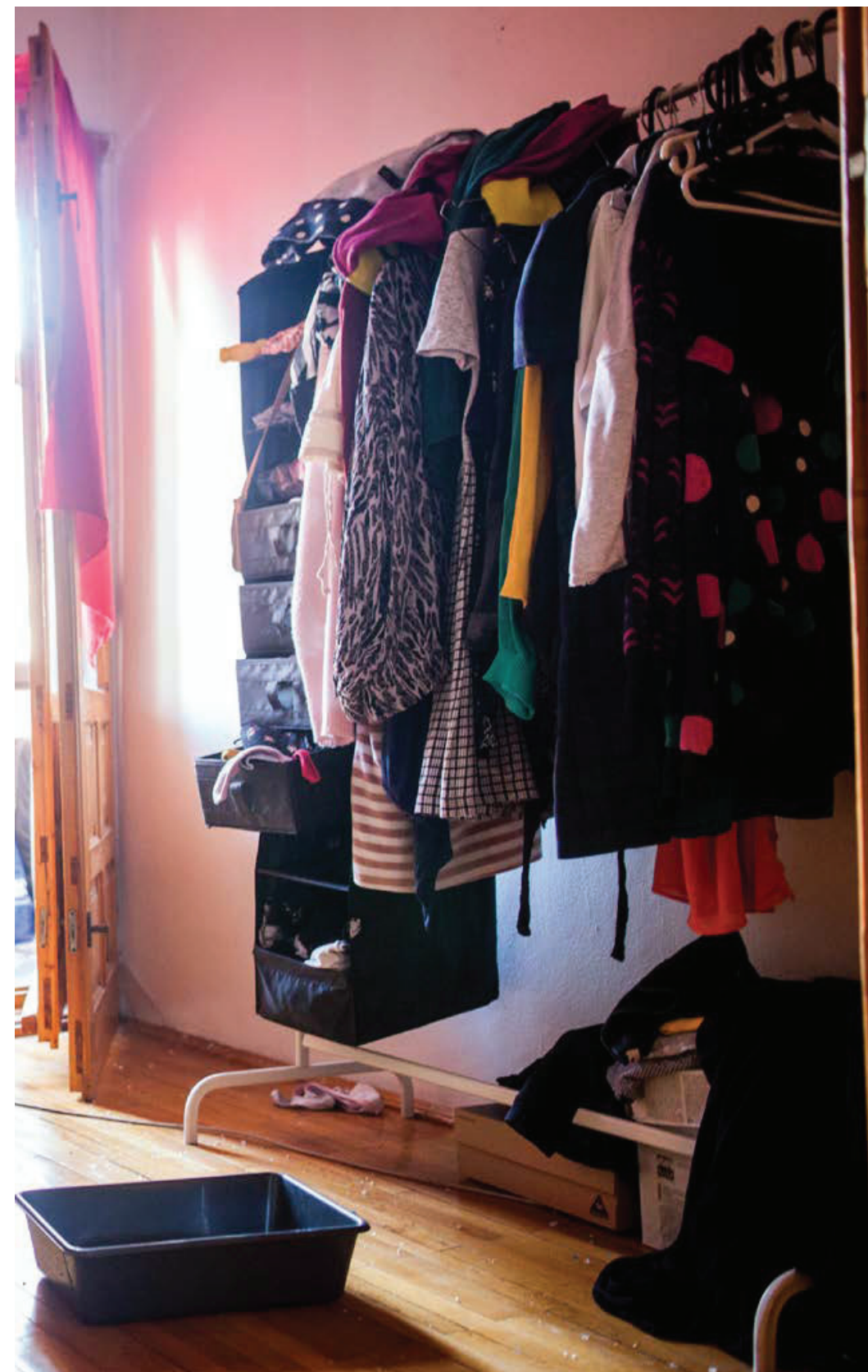
Vlad Ursulean (à gauche) et Matei Bărbulescu (à droite).











Grand reportage

La journaliste  
Liana Fermeșanu  
dans sa chambre  
de « résidente »  
à Casa Jurnalistului.





Ioana Cîrlig et Marin Raica sont un couple de photographes indépendants. Ils ont respectivement quitté la presse traditionnelle en 2010 et 2011 où ils étaient embauchés en tant que photoreporters. Aujourd'hui, ils travaillent sur leurs propres projets. Récemment, le couple a terminé « Post Industrial Stories », une grande enquête sur les conséquences de la désindustrialisation en Roumanie, qui vient de paraître en livre. Ce travail a duré trois ans et leur a demandé de vivre dans plusieurs villes du pays. Leur nouvelle idée, « Zâne » (fée), porte sur la relation entre l'homme et la nature dans les zones isolées de Roumanie.



« Avant, on travaillait pour les autres, aujourd'hui nous travaillons pour nous. Nous avons toujours voulu raconter des histoires, et pas seulement prendre des photos pour illustrer des articles commandés. En hiver, nous restons sur Bucarest, mais l'été, on voyage dans le pays », explique Ioana Cîrlig.





Politisation excessive, mécanismes de financement corrompus, asservissement de l'agenda éditorial aux intérêts du patronat, infiltration des rédactions par des agents des services de renseignements... La transformation de la presse en un instrument de propagande politique a été récemment plus visible que jamais en Roumanie, notamment pendant les périodes électorales » : c'est le sombre tableau dressé par Reporters sans Frontières. L'organisation place la Roumanie à la 46ème place au Classement mondial de la liberté de la presse en 2017.

Et c'est la raison pour laquelle des journalistes qui ont vécu au quotidien ces aléas du métier ont fait le choix de fonder des médias alternatifs. Casa Jurnalistului, Decât o Revistă, Rise Project, Dela0 ou encore Recorder comptent ensemble plusieurs centaines de milliers de lecteurs. Leurs enquêtes et reportages suscitent émoi et colère, empathie et parfois menaces.

« Nous nous penchons sur les phénomènes sociaux qui définissent notre vie. Cela permet de mieux comprendre ce qui se passe autour de nous, indique Vlad Ursulean, l'un des fondateurs de Casa Jurnalistului. Dans la presse traditionnelle, tout le monde se bat pour le même public, et ce dans des termes fixés par l'industrie de la publicité qui dit : voilà le consommateur, la pub paie pour votre activité. Conséquence, la réalité est comme découpée, divisée selon certains intérêts », privant le lecteur d'informations sur des sujets importants, explique-t-il.

Casa Jurnalistului a notamment bousculé l'opinion avec un article sur un chirurgien célèbre, Gheorghe Burnei, souvent décrit comme un « Dieu qui fait des miracles » pour les enfants nés avec des malformations. Sauf que, après une enquête qui a duré plus d'un an et recueilli des témoignages déchirants de plusieurs parents et des opinions médicales de différents chirurgiens, la journaliste Luiza Vasiliu a révélé une réalité très différente : des enfants ont été mutilés à vie par le docteur Burnei et ses procédés médicaux non homologués. Le chirurgien est aujourd'hui poursuivi pour corruption et n'a plus le droit d'exercer.

« Cette enquête a eu près d'un million de lecteurs et a été reprise par tous les médias nationaux », souligne Vlad Ursulean, insistant sur l'importance de l'impact social d'un article.

De son côté, Decât o Revistă (DoR) est une revue trimestrielle qui publie des « histoires sur notre vie et

sur la réalité roumaine »... « Le mot clé pour nous est profondeur. Très peu de sujets parmi ceux que nous couvrons sont nouveaux. La nouveauté est que nous nous attachons à les traiter de manière exhaustive, en assemblant les faits dans une histoire qui soit mémorable », souligne le fondateur et éditeur de DoR, Cristian Lupșa. « Dans un monde où les réseaux sociaux sont omniprésents, nous apportons de l'information lente, et invitons le lecteur à s'attarder davantage sur un sujet. »

Les héros de DoR vont d'un directeur d'école du département de Teleorman qui s'investit corps et âme dans la modernisation de l'établissement à une femme démunie qui lutte pour offrir un logement à ses filles, ou encore aux habitants d'une commune isolée du delta du Danube. « Raconter une histoire est la manière la plus convaincante de transmettre une information », estime Cristian Lupșa.

Rise Project a un objectif différent : « Nous enquêtons sur le crime organisé et la corruption qui minent la Roumanie et les pays de la région » afin de « dévoiler les connexions cachées entre des organisations criminelles, des politiques et des hommes d'affaires ». Et ces enquêtes dérangent. En juillet dernier, à la veille de la parution d'un article sur les liens présumés du président du PSD Liviu Dragnea avec une société controversée, deux inspecteurs du fisc ont débarqué dans la rédaction. « Cette inspection fait suite à une saisine déposée auprès de l'administration fiscale », assurait le chef du fisc de l'époque, Bogdan Stan. Et d'ajouter sans broncher : « Les contrôles que nous menons n'ont rien à voir avec le contenu éditorial de telle ou telle publication. »

« Journalisme honnête, fait avec passion et financé par des sources à 100% transparentes » : c'est le crédo de Recorder, un site qui aspire à devenir « la première plate-forme de vidéo-journalisme de Roumanie ». Ses reportages manient humour et ironie pour démythifier « les puissants du jour ».

Forts d'une audience en hausse et de prix remportés lors de divers concours, ces médias semblent avoir le vent en poupe. Cristian Lupșa ne s'en réjouit toutefois pas : « Je suis inquiet de voir que le meilleur journalisme de Roumanie vient des médias indépendants et non des médias traditionnels, qui n'essaient même pas d'améliorer les choses. »

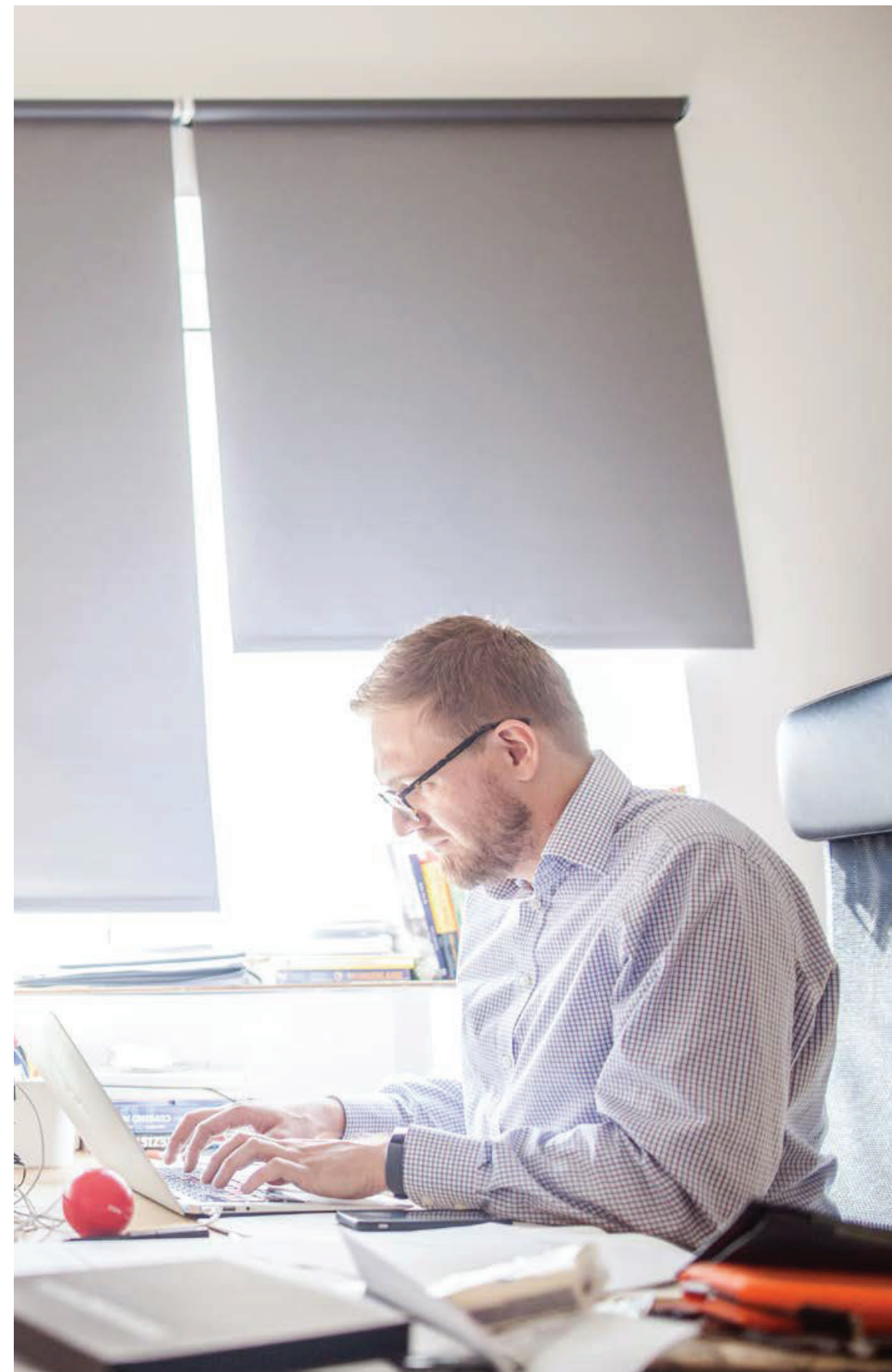
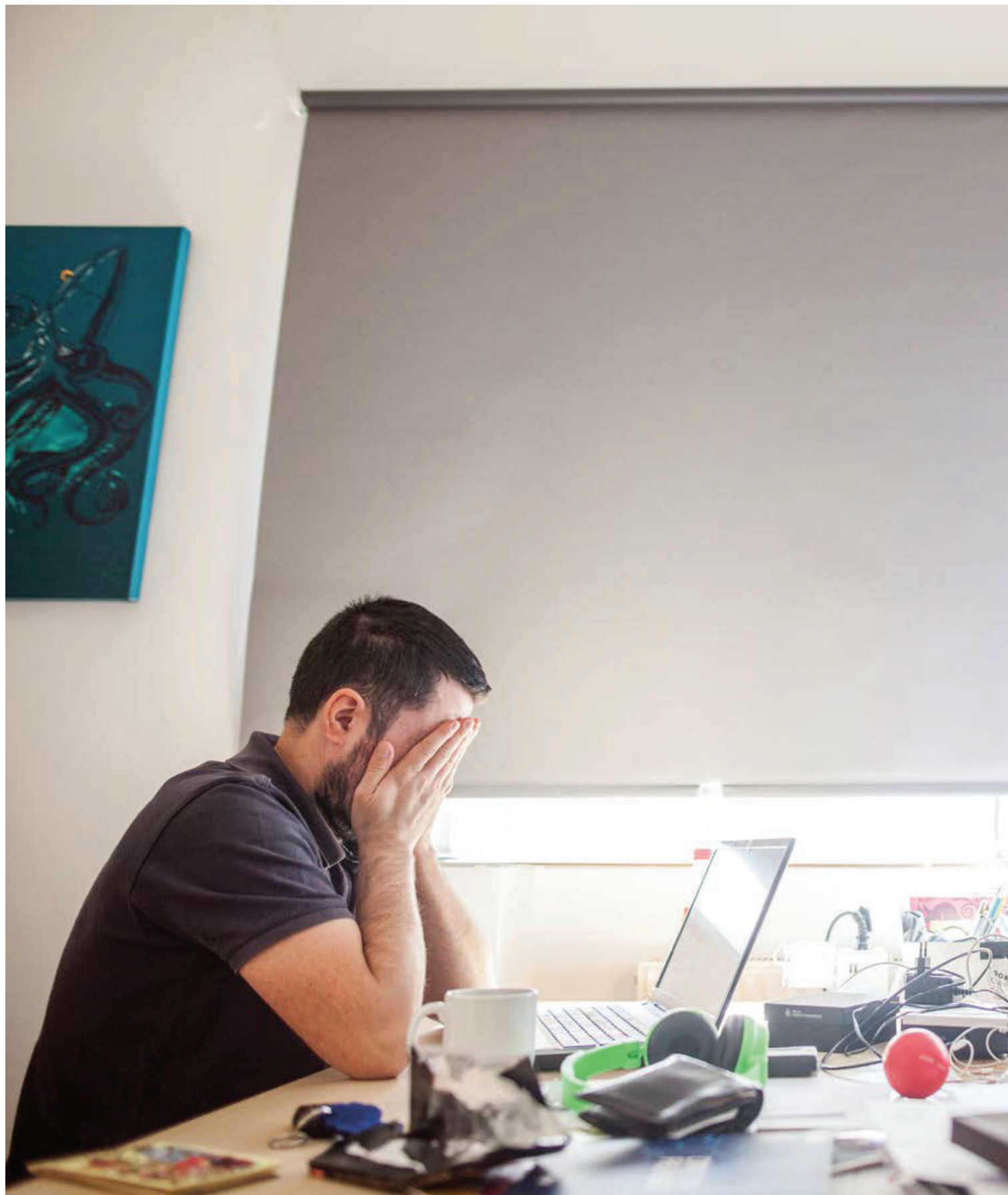
Mihaela Rodina





Cristian Lupșa, fondateur de Decât o Revistă (DoR) dans la salle de rédaction.

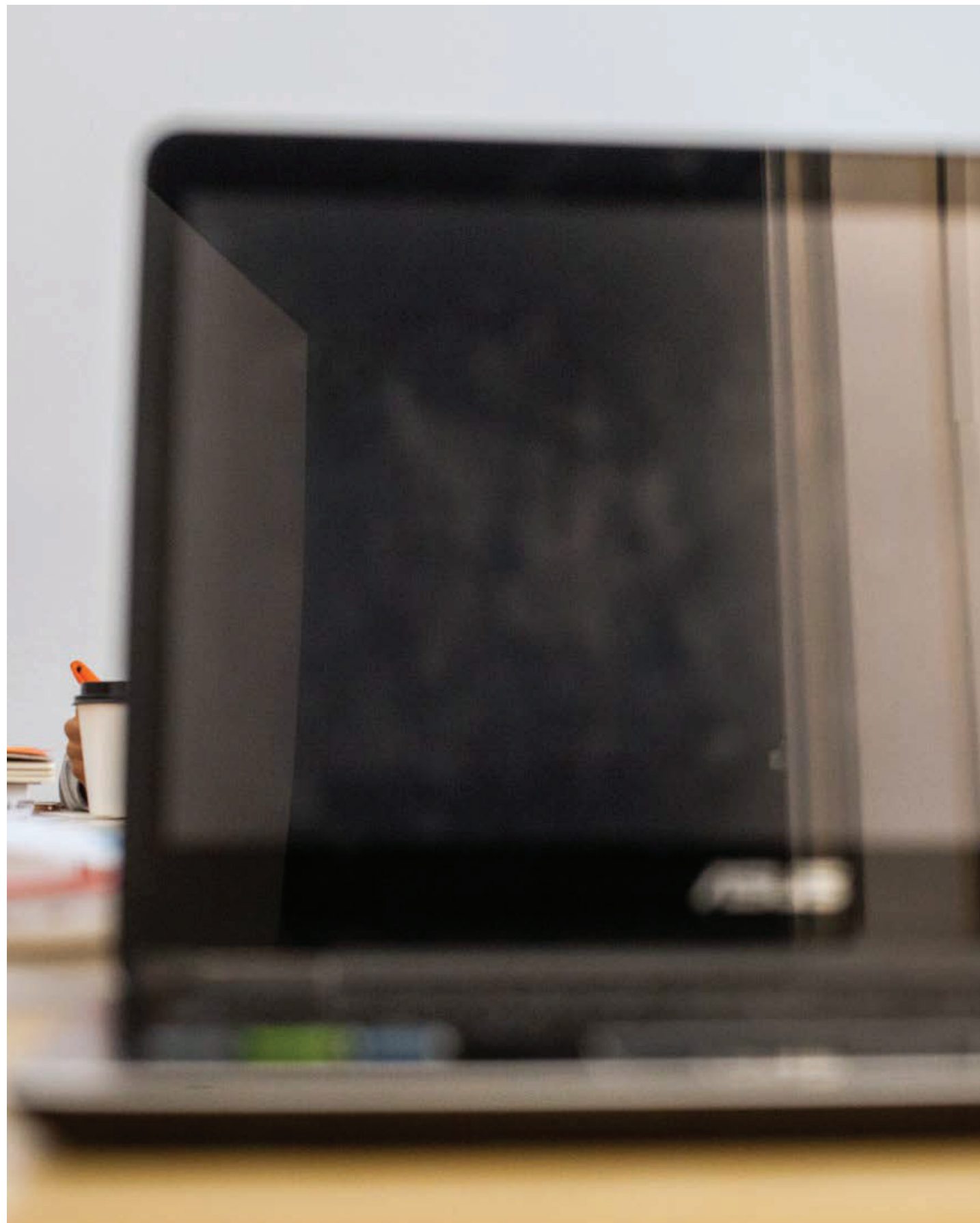




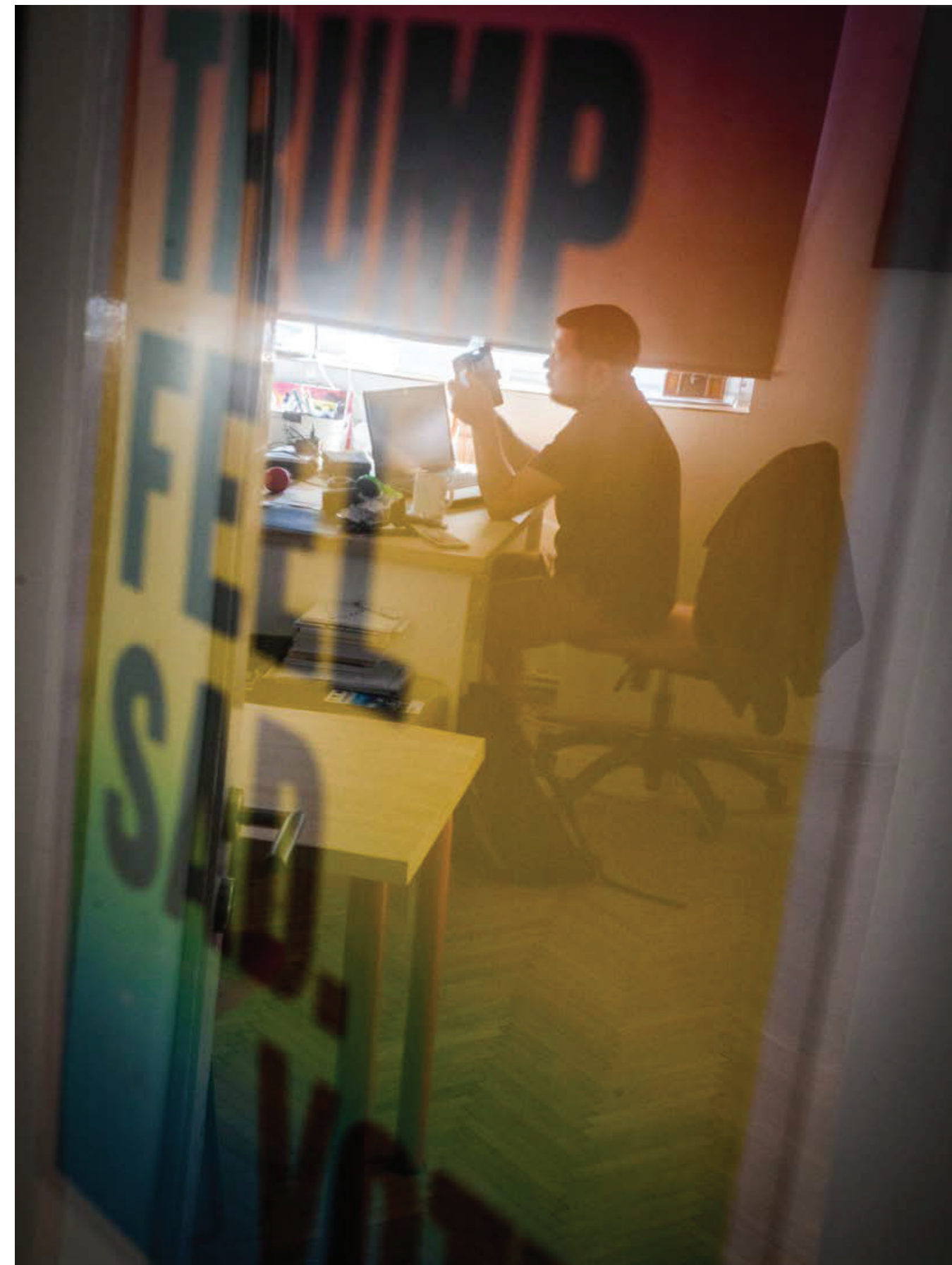
Grand reportage

Adrian Lungu  
(à gauche)  
et  
Cristian Lupşa.













Cristian Delcea de Recorder (recorder.ro), lors de la cérémonie d'enterrement du dernier général de la Securitate Iulian Vlad, au cimetière militaire de Ghencea à Bucarest, le 3 octobre dernier.

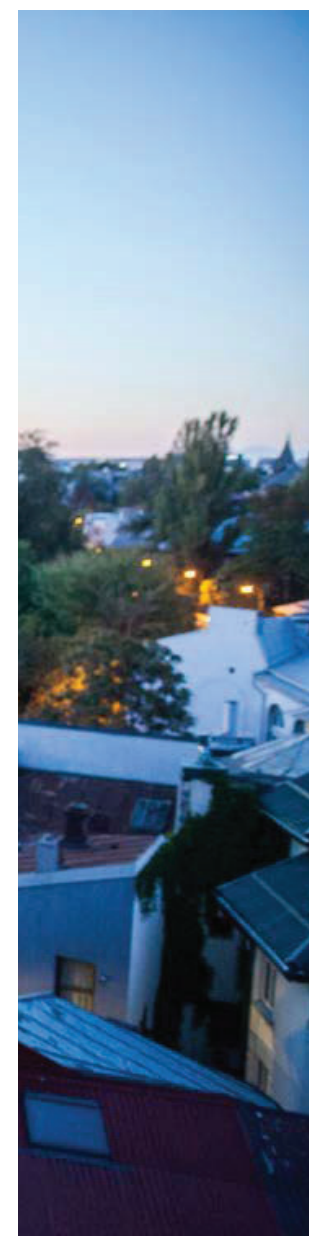




*Recorder a l'ambition de devenir la plus importante plate-forme de vidéo-journalisme en Roumanie. Cristian Delcea a démissionné du groupe Adevărul en mai dernier pour lancer Recorder en juillet, avec trois autres reporters, Mihai Voinea (photo de gauche, en bas), Andrei Crăciun et Răzvan Ionescu... « Je vois ce projet comme une sorte de service public, soutient Cristian. Cela fait longtemps que j'observe qu'il y a un manque de reportages vidéo décents en Roumanie. Aujourd'hui, nous choisissons nous-mêmes les sujets qui nous paraissent intéressants, et qui peuvent avoir un impact sur la vie des gens. »*



*Să fie lumină* (faire la lumière – safielumina.ro) est un projet journalistique lancé cette année réunissant plusieurs journalistes de différents médias indépendants (*Casa Jurnalistului*, *Centrul de investigații Media* (Centre d'investigation média), *Decât o Revistă* et *Dela0*), et financé exclusivement par des donations. Son but : proposer des reportages et des enquêtes sur les cultes religieux en Roumanie. « Ce projet est né d'une inquiétude vis-à-vis des relations État-Église, qui selon nous ne sont pas saines, ni pour les Roumains, ni pour la Roumanie, explique Ovidiu Vanghele, l'un des coordinateurs. Nous voulons montrer la force de ces relations et comment elles se concrétisent. L'État a-t-il les moyens de donner autant d'argent aux cultes religieux, et notamment à l'Église orthodoxe ? Quelle est l'influence réelle de l'Église ? »



Ovidiu Vanghele (à gauche), également journaliste au *Centrul de Investigații Media*, et Vlad Stoicescu, journaliste à *Dela0* (dela0.ro).





# Sofia dans l'émoi

Benjamin Ribout,  
envoyé spécial à Sofia

Il y a un peu moins d'un an, dans son numéro 77, *Regard* avait interrogé le politologue Evgenii Dainov sur la présidentielle bulgare de novembre 2016 et l'élection de Roumen Radev, le candidat pro-russe. En mars dernier, les législatives ont confirmé le controversé Boïko Borissov au poste de Premier ministre.

Que se passe-t-il en Bulgarie ? Où en est la société civile ? L'un de nos reporters est allé à la rencontre de ceux qui voudraient que les choses changent.

Mi-septembre à Sofia, Christo Komarnitski – à droite sur la capture d'écran de leur page Facebook – et ses deux compères, Chavdar – à gauche – et Alla, un couple bulgare-ukrainien, sont sur le point de lancer le prochain numéro de *Prass-Press*, sorte de Charlie Hebdo local, dans une petite galerie d'art du centre de la capitale bulgare. Sur deux tables en plastique toutes simples, les trois cinquantenaires présentent le journal à une dizaine de curieux. Tous sont entre deux âges, hormis une jeune mère et son fils.

Le dernier numéro est étrangement en vente sous deux formats : l'un en noir et blanc, moins cher, l'autre en couleur et plus coûteux. « Nous faisons un journal satirique et nous ne pouvions pas rester les bras croisés face au scandale des manuels scolaires, explique Alla. Le ministre de l'Éducation va en éditer en noir et blanc pour les pauvres. Les enfants plus aisés, eux, pourront s'acheter des manuels en couleur. Voilà la Bulgarie d'aujourd'hui. »

*Prass-Press* a été lancé le 1er mars dernier autour de cette joyeuse équipe de caricaturistes, amis de longue

date. Il n'est tiré qu'à 700 exemplaires, la faute à un réseau de distribution contrôlé par un oligarque de 37 ans, Delyan Peevski, qui possède plus de 80% des médias du pays. Sa nomination à la tête du contre-espionnage bulgare en 2013 avait d'ailleurs provoqué des manifestations sans précédent dans la capitale. Peevski, tout comme le Premier ministre Boïko Borissov, n'apprécie pas *Prass-Press*. « Il n'aime pas la manière dont on le caricature, pour nous c'est une cible parfaite, évidemment. Mais les points de presse en province ont peur de nous distribuer car ils savent qu'ils risquent d'être intimidés et de fermer. On espère cependant couvrir tout le pays un jour, voire nous étendre à l'ensemble des Balkans », ajoute Christo.

Le dernier numéro s'écoule timidement : les temps sont durs pour la caricature bulgare. La couverture y montre Boïko Borissov, réélu il y a peu, en tenue d'écolier pour la rentrée des classes : ballon de foot sous un bras, dans l'autre un bouquet de fleurs, il se demande pourquoi il est toujours en primaire après ses trois mandats de Premier ministre.



## Sens du devoir

Autre média dans le viseur des autorités, *Bivol* est un site d'investigation qui compte des centaines de milliers de pages vues par mois. Son fondateur, Assen Yordanov, 53 ans, travaille aussi pour WikiLeaks. « J'ai été sérieusement agressé physiquement à deux reprises », déplore Assen, le regard noir. Mais ce gros bras au cœur tendre ne veut pas laisser tomber. « Nous sommes les derniers à oser remuer toutes ces sales histoires de corruption et de criminalité organisée. Et nous sommes beaucoup lus. » Récompensé par un important prix du journalisme en Allemagne, Assen s'y est vu offrir une autre vie, plus tranquille, qu'il a refusée. « Ma place est ici », coupe-t-il.

L'autre face de *Bivol*, Atanas Tchobanov, vit en France depuis des années. Fin août et juste avant la venue du président français à Sofia, il avait tiré la sonnette d'alarme dans une tribune du *Huffington Post*. Il y invitait Emmanuel Macron à « dénoncer cet État mafieux qu'est la Bulgarie et qui va prendre la tête de la présidence tournante de l'Union européenne le 1<sup>er</sup> janvier prochain. (...) Tout le monde

sait bien que Borissov est un criminel, c'est prouvé, mais personne ne dit rien. Bruxelles se moque de nous », soutient Assen.

La Bulgarie pointe aujourd'hui à la 109<sup>ème</sup> place dans le dernier rapport de Reporters sans frontières sur la liberté de la presse – bon dernier de l'UE. Et politiquement, les choses ne sont guère encourageantes (voir l'encadré). Pourtant, il y a quatre ans, la Bulgarie avait connu des manifestations importantes, avec environ 100 000 personnes dans les rues de Sofia pendant plus d'un mois pour dénoncer la mafia au pouvoir. « À l'époque, l'enthousiasme était palpable », se rappelle Nikolay Staikov, la quarantaine, co-fondateur de l'Anti-Corruption Fund, projet lancé en juin et financé principalement par l'America for Bulgaria Foundation. « L'idée était de ne pas laisser retomber ce souffle. Nous avons même créé un centre culturel ainsi qu'un site d'informations, noresharski.com, du nom du Premier ministre Plamen Oresharski – en poste de mai 2013 à juillet 2014, ndlr – que nous sommes parvenus à faire démissionner », se souvient Nikolay.



**Beaucoup d'actes criminels sont plus ou moins protégés politiquement et médiatiquement. (...)**

**En Roumanie, certaines têtes tombent, mais pas chez nous. »**

Aujourd'hui, avec sa fondation, il scrute la manière dont est dépensé l'argent public. « *Beaucoup d'actes criminels sont plus ou moins protégés politiquement et médiatiquement. Nous venons de faire des enquêtes sur les banques d'État ainsi que sur deux maires de villes de province. Mais aussi sur des projets européens transfrontaliers douteux entre la Bulgarie et la Roumanie. Là-bas, certaines têtes tombent, mais pas chez nous. Exemple de malversation, la Bulgarie a récemment travaillé sur un gros projet de système d'informations afin de repérer les essaims de moustiques sur les bords du Danube. Les sommes obtenues sont démentiellées alors que l'expertise technique ne fait qu'une demi-page* », déplore-t-il.

Contrairement à la Roumanie de cet hiver, aucune ville de province n'a vu de manifestants dans ses rues il y a quatre ans. Selon Nikolay, une classe moyenne indépendante financièrement n'existe pas en dehors de Sofia. « *Les petits entrepreneurs, les jeunes qui travaillent dans les nouvelles technologies, dans des agences de publicité, les professions libérales et créatives, les journalistes, ils sont tous ici, à Sofia.* »

Une masse critique plutôt maigre, qui a néanmoins vu émerger un nouveau parti : Da, Bulgaria ! semble avoir les faveurs de la jeune génération avide de changement – sa page Facebook a déjà recueilli 69 000 fans –, mais son alliance avec les écologistes n'a pas réussi à obtenir plus de 3% aux législatives de mars dernier. Pour Nelly Ognyanova, experte en droit des médias, « *les forces pro-européennes ne sont pas unies. Il y a quatre ans, les jeunes voulaient changer l'ensemble du système. Désormais, l'activisme civique se concentre davantage sur la réforme de la justice et la protection des médias libres qui sont de plus en plus inquiétés. En marge de cet État accaparé, la lutte pour la vérité mobilise de plus en plus de jeunes* ».

### Un air vicié

Stefan Dimitrov et Nikolay Loutchev sont deux chefs d'entreprise d'une quarantaine d'années dont les affaires, dans les transports notamment, se portent très bien. Mais

ils ont un autre souci. « *Sofia est horriblement polluée, lance Stefan en garant sa Mercedes électrique devant l'un des cafés branchés de la capitale. 90% du parc automobile bulgare a plus de 5 ans. Sans compter le chauffage au charbon et au bois qui pollue beaucoup. Sofia étant entourée de montagnes, nos hivers sont devenus invivables.* »

Stefan et Nikolay ont ainsi décidé de passer à l'acte, fidèles à leur esprit entrepreneurial, en achetant des appareils pour mesurer la qualité de l'air via le projet Luftdaten.info qui est né à Stuttgart en 2015. Au départ, ils en ont donné une dizaine à leurs amis proches. Les données recueillies n'étant pas du tout bonnes, ils décident alors de les publier sur un site. Résultat : 400 stations vont être assemblées sur l'ensemble du pays à partir de la mi-octobre. « *Notre projet a rapidement dérangé. Nikolay a eu le fisc sur le dos pendant deux mois et demi, mais ils n'ont rien trouvé, sourit Stefan. Notre but est simplement d'informer les gens. L'État ne possède que six vieilles stations, dont trois qui ne marchent pas. Et, bien sûr, ils truquent les données.* »

« *Les gens consultent nos données gratuitement et peuvent commander les appareils, sans commission, à partir du site. Nous avons aussi un laboratoire pour expliquer comment monter ces appareils car ils sont livrés en pièces détachées. La population peut ainsi savoir à n'importe quel moment où se promener en ville pour mieux respirer* », s'enthousiasme Nikolay.

La maire de Sofia ne pouvait pas les ignorer très longtemps et a voulu les rencontrer. « *Nous lui avons dit que si elle voulait un appareil, elle devait faire comme tout le monde et venir l'assembler ici après l'avoir commandé en ligne* », conclut Stefan en souriant. Jordanka Fandakova a promis qu'elle allait le faire.

### Les dernières élections législatives

En mars dernier, Boïko Borissov, dirigeant de Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (le GERB, parti conservateur) a une nouvelle fois remporté les élections en prônant la fermeté à l'égard des migrants et de l'UE, et la fin des sanctions contre la Russie. Et ce devant un parti socialiste moribond. Le Gerb a gagné, contraint toutefois de s'allier à trois partis ultranationalistes, dont l'un ouvertement d'extrême droite et pro-russe. C'est la troisième fois que le controversé Boïko Borissov est Premier ministre de son pays.





# Rouge magyar



Le paprika, épice hongroise par excellence, est toujours cultivé dans le sud de la Hongrie, à Kalocsa, sur le Danube, et à Szeged, près de la frontière serbe. L'usage de ce piment rouge, substitut du poivre, s'est répandu en Europe suite au blocage de Napoléon qui mit l'Angleterre sous embargo au début du 19ème siècle. Le « poivre du pauvre » devint alors une spécialité hongroise, utilisé notamment pour la confection du fameux *goulasch*. Au siècle dernier, dans la région de Szeged, on dénombrait pas moins d'une vingtaine de moulins. Mais aujourd'hui, à cause notamment de la concurrence espagnole, serbe et surtout chinoise, le paprika n'est plus maître en son royaume. L'entreprise familiale Paprika Molnár, à Röske, au sud de Szeged, perpétue toutefois la tradition envers et contre tout.

Texte et photos : Hélène Bienvenu



Planté au printemps,  
le paprika,  
épice originaire  
d'Amérique centrale,  
a d'abord servi  
de plante d'agrément  
en Europe avant de  
devenir piment.  
Ses deux variantes,  
forte et douce,  
sont cultivées  
sur trois hectares  
chez les Molnár  
depuis 1995.  
Chaque année,  
l'exploitation  
produit environ  
trois tonnes  
de paprika en poudre.



## Hors frontières

La récolte du  
paprika s'étend  
de fin août à  
mi-octobre,  
selon les aléas  
météorologiques.  
Elle a lieu  
uniquement à la  
main et nécessite  
de repasser  
plusieurs fois  
sur une même  
parcelle pour n'en  
détacher que les  
piments mûrs.





Norbert Molnár, fondateur de l'exploitation, a passé le flambeau à sa fille et son fils. Mais le paprika reste sa grande passion, et il ne manquerait une récolte pour rien au monde. Cet ingénieur agricole tient dans sa main un boléro, un paprika hybride hispano-hongrois, plus résistant aux insectes. Avidé d'anecdotes, Norbert rappelle volontiers que la vitamine C a été extraite à partir du paprika par Albert Szent-Györgyi, scientifique hongrois, gratifié du prix Nobel de médecine en 1937.







Une fois libéré de ses filets, le paprika est acheminé sur des tapis roulants. Il est ensuite trié, équeuté et lavé, puis séché et réduit en copeaux. Il ne reste alors plus qu'à le moudre et à l'emballer. Les pépins, eux, sont pressés et donneront une huile fine. Les Molnár élaborent également du paprika bio, acheminé directement en Allemagne, la demande interne étant trop faible.



## Hors frontières

L'« or rouge » magyar fait régulièrement l'objet de contrôle de qualité. Anita Molnár (photo), la fille de Norbert, est capable de reconnaître un bon paprika à sa couleur. Cette professeur d'anglais a fini par tomber, elle aussi, dans la « marmite à paprika ». Pourtant, l'entreprise qui emploie huit personnes à l'année et plus du double en saison – sans compter la vingtaine de travailleurs temporaires – s'est déjà posé la question de sa fermeture. Car il est devenu difficile de faire face à la concurrence féroce du paprika chinois qui a envahi les rayons des supermarchés hongrois. Anita estime que la moitié du paprika consommé en Hongrie n'est désormais plus d'origine magyare.





#### Rédacteur en chef

Laurent Couderc

#### Secrétaire générale

Jacqueline Laye

#### Secrétaire de rédaction

Cătălina Kahn

#### Ont participé à la rédaction

##### de ce numéro

Mihai Barbu  
Hélène Bienvenu  
Valentina Budur  
Carmen Constantin  
Nicolas Don  
Aline Fontaine  
Marine Leduc  
Daniel Luca  
Matei Martin  
Dan Popa  
Benjamin Ribout  
Mihaela Rodina  
Isabelle Wesselingh

#### Maquette

Q-T-RAZ

#### Agences, photos et illustrations

Mihai Barbu  
Hélène Bienvenu  
Georgian Constantin  
Aline Fontaine  
Corina Eredența Moldovan-Florea  
Marine Leduc

#### Imprimerie

Imprimeria Arta Grafică

#### Web master

Marius Weber

REGARD remercie ses partenaires



### Abonnez-vous dès maintenant à REGARD

Abonnement pour 12 mois (4 numéros)  
75 RON en Roumanie  
(40 euros à l'étranger, le timbre coûtant  
7,10 euros pour l'envoi d'un exemplaire)

Abonnement pour 24 mois (8 numéros)  
140 RON en Roumanie  
(80 euros à l'étranger, le timbre coûtant  
7,10 euros pour l'envoi d'un exemplaire)

Abonnement numérique  
Gratuit via l'abonnement papier

en ligne : [catalina@regard.ro](mailto:catalina@regard.ro), [www.regard.ro](http://www.regard.ro) / par téléphone : + (4) 0742 204 402





*GLOBAL FINANCE:*  
«Safest bank in ROMANIA»  
2017

UNE RAISON DE PLUS  
POUR CROIRE DANS UN AVENIR CERTAIN

TA BANQUE. TON EQUIPE



GRUPE SOCIETE GENERALE

WWW.BRD.RO 